



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, LE SAMEDI, 8 MAI 1943

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, MAY 8TH, 1943

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice aux droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en surplus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi, à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi.

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday.

Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième fait connaître la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième indique le nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,

RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
2713—1-53

Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second designates the issue of the *Gazette* for the first insertion; the third indicates the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,

King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
2713—1-53

Lettres patentes

"Cameron Grant Inc."

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf avril 1943, constituant en corporation: John A. Cameron, de la cité de Montréal, Eugène Héroux, de la cité de Longueuil, tous deux industriels, et William Manly Bourke, notaire public, de Hudson Heights, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement disposer de, améliorer, construire, modifier et autrement faire le commerce de propriétés immobilières, sous le nom de "Cameron Grant Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en trois cents (300) actions ordinaires d'une valeur au pair de dix dollars (\$10) chacune et connues comme les actions de la catégorie "B", et dix-sept cents (1700) actions privilégiées d'une valeur au pair de dix dollars (\$10) chacune et connues comme les actions de la catégorie "A".

La principale place d'affaires de la compagnie sera en la cité de Montréal, province de Québec.

Letters Patent

"Cameron Grant Inc."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of April, 1943, incorporating: John A. Cameron, of the City of Montreal, Eugène Héroux, of the City of Longueuil, both industrialists, and William Manly Bourke, notary public, of Hudson Heights, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To buy, or otherwise acquire and sell or otherwise dispose of, improve, construct, alter and otherwise deal in immovable property, under the name of "Cameron Grant Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into three hundred (300) common shares of the par value of ten dollars (\$10.00) each and known as Class "B" stock, and seventeen hundred (1700) preferred shares of the par value of ten dollars (\$10.00) each and known as Class "A" stock.

The chief place of business of the company will be at the City of Montreal, in the Province of Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce neuf avril 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
3649 P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of April, 1943.

P. FRENETTE,
3649-o Acting Deputy Attorney General.

"Decorative Linens Mfg. Ltd."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf avril 1943, constituant en corporation: Louis Finegold, marchand, de la cité d'Outremont, district de Montréal. Eddy Levine, marchand, et Harry Levine, contremaitre, tous deux des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, faire le commerce, importer, exporter, en gros et en détail: des taies d'oreillers, draps, garnitures de berceaux, taies d'oreillers pour enfants, séries de bridge, serviettes de cuisine, serviettes réservées aux hôtes, tout petits essuie-mains, serviettes de toilette, serviettes damassées, serviettes de bain, mouchoirs pour enlever la pommade des lèvres, essuie-lèvres, mouchoirs pour hommes, femmes et enfants, dessus de tables, séries de petits napperons (doilies), nappes, tapis de tables de bridge; séries de couvertures de chaises, couvertures pour voitures de bébés, sacs d'utilité pour bébés, taies d'oreillers pour bébés, et tous autres articles semblables, faits soit en coton, soie ou autre tissu;

Manufacturer, faire le commerce, importer, exporter, en gros et en détail, de la lingerie de toute description pour femmes et enfants, sous le nom de "Decorative Linens Mfg. Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le neuf avril 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
3650 P. FRENETTE.

"Fargo Machine Works Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorzième jour d'avril 1943, constituant en corporation: Georges-Eugène Gareau, Francis Keegan et J. Rémi Gareau, machinistes, des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, réparer des bouilloires, engins, machineries, outils, meubles et toutes sortes d'objets en fer, cuivre, coppe, acier ou autres métaux;

Agir comme mécaniciens, lamineurs, galvaniseurs, émailleurs, fondeurs, laqueurs, mouleurs, machinistes, forgerons, métallurgistes, entrepreneurs et contracteurs, le tout conformément à la loi, sous le nom de "Fargo Machine Works Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Pont-Viau, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce quatorzième jour d'avril 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
3651-o P. FRENETTE.

"Decorative Linens Mfg. Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of April, 1943, incorporating: Louis Finegold, merchant, of the City of Outremont, District of Montreal, Eddy Levine, merchant, and Harry Levine, foreman, both of the City and District of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, deal in, import, export, wholesale and retail: pillow-cases, sheets, baby-crib sets, baby pillow-cases, bridge sets, kitchen towels, guest towels, finger-tip towels, wash towels, huck towels, terry towels, lipstick handkerchiefs, lipstick towels, men's, women's and children's handkerchiefs, runners, doily sets, table cloths, bridge, table covers; chair covers sets, baby carriage covers, baby utility bags, baby slippers, pillow-case sets, and all other allied products, whether of cotton, silk and other material;

To manufacture, deal in, import, export, wholesale and retail, women's and children's wearing apparel of any description whatsoever, under the name of "Decorative Linens Mfg. Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of April, 1943.

P. FRENETTE,
3650-o Acting Deputy Attorney General.

"Fargo Machine Works Limited"

Notice is given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of April, 1943, incorporating: Georges Eugène Gareau, Francis Keegan and J. Rémi Gareau, machinists, of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, repair boilers, engines, machinery, tools, furniture and all kinds of objects of iron, copper, "coppe", steel or other metals;

To act as mechanics, rollers, galvanizers, enamellers, founders, varnishers, moulders, machinists, blacksmiths, metallurgists, contractors, the whole in conformity with Law, under the name of "Fargo Machine Works Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100) each.

The head office of the company will be at Pont-Viau, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of April, 1943.

P. FRENETTE,
3651 Acting Deputy Attorney General.

"Laura Garment Co."

Avis est par les présentes donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix avril 1943, constituant en corporation: Ralph Muscant, gérant, Lillian Kostiner, teneur de livres, fille majeure et usant de ses droits, et Dame Rose Muscant, bourgeoise, épouse séparée de biens de Abraham Muscant, manufacturier, et dûment autorisée par lui aux présentes, tous des cité et district de Montréal, Province de Québec, dans les buts suivants:

Faire dans toutes ses spécialités le commerce, en gros et en détail, de manufacturiers de manteaux, costumes, robes et vêtements pour dames, vêtements pour enfants, et lingerie de toute sorte pour hommes, femmes et enfants;

Faire le commerce, tant en gros qu'en détail, de lainages, soieries et cotons, toutes sortes de marchandises à la verge, de même que d'autres articles, commodités, marchandises ou autres choses nécessaires aux fins de la compagnie, avec le droit de manufacturer, importer et exporter, et d'agir comme agents de manufacturiers et agents à commission, sous le nom de "Laura Garment Co.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100) chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, le dix avril 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
3652 P. FRENETTE.

"Laura Garment Co."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of April, 1943, incorporating: Ralph Muscant, manager, Lillian Kostiner, bookkeeper, fille majeure et usant de ses droits, and Dame Rose Muscant, housewife, wife separate as to property of Abraham Muscant, manufacturer, and duly authorized by him for these presents, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on in all its branches the business, wholesale and retail, of manufacturers of ladies' cloaks, suits, dresses, ladies' wear, children's clothing, and wearing apparel of all kinds for men, women and children;

To act as dealers, wholesale as well as retail, woollens, silks and cottons, all kinds of piece goods, as well as other articles, commodities, merchandise or other things necessary for the purpose of the Company, with the right to manufacture, import and export and to act as manufacturers' agents or commission agents, under the name of "Laura Garment Co.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of April, 1943.

P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

"Lawrence Sales Incorporated"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix avril 1943, constituant en corporation: Aaron J. Ruby, marchand, Lawrence Balinsky, vendeur, présentement du Corps d'Aviation Royal Canadien, et Isidor Raymond Hart, notaire, tous des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

Exercer le négoce et le commerce d'importateurs et exportateurs, marchands en gros et en détail, commerçants et négociants à forfait de lainages, soies, marchandises en coton, marchandises en rayon, satins, fils, toiles, marchandises sèches, cuirs, textiles, tissus, fournitures et généralement de toutes sortes d'étoffes de quelque sorte et description utilisées dans la confection de vêtements et habits pour hommes, femmes et enfants;

Exercer tous ou aucun des commerces de marchands de drap, pelletiers, tailleurs, drapiers, merciers, bonnetiers, modistes, importateurs et marchands en gros et en détail de lainages, coton, soie et tissus textiles de toutes sortes, fourrures et garnitures de robes, galons, cordes, ornements, dentelles, boutons, nouveautés, bimbeloterie, marchandises de fantaisie, vêtements et habits d'aucune description, sous le nom de "Lawrence Sales Incorporated", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000), divisé en deux mille (2000) actions d'une valeur au pair de dix dollars (\$10) chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

"Lawrence Sales Incorporated"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of April, 1943, incorporating: Aaron J. Ruby, merchant, Lawrence Balinsky, salesman, presently in the Royal Canadian Air Force, and Isidor Raymond Hart, notary, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the trade and business of importers and exporters, wholesale and retail merchants, dealers and jobbers in woollens, silks, cotton goods, rayon goods, satins, yarns, linens, dry goods, leathers, textiles, fabrics, trimmings, and generally in all kinds of cloth whatsoever kind and description used in tailoring of men's, women's and children's garments and wearing apparel;

To carry on all or any of the business of clothiers, furriers, tailors, drapers, haberdashers, hosiers, milliners, importers and wholesale and retail dealers in woollens, cottons, silks and textile fabrics of all kinds, fur and dress trimmings, braids, cords, ornaments, laces, buttons, novelties, small wear, fancy goods, garments and wearing apparel of any description, under the name of "Lawrence Sales Incorporated", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2000) shares of the par value of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the District of Montreal.

Daté du bureau du procureur général, ce dix avril 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
3653 P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of April, 1943.

P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

"Le Grand Séminaire des Saints-Apôtres"

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dixième jour d'avril 1943, constituant en corporation sans capital-actions: Son Excellence Monseigneur Philippe Desranleau, Evêque catholique romain du diocèse de Sherbrooke, M. le Chanoine Joseph Veilleux, Supérieur du Grand Séminaire des Saints-Apôtres, et M. l'abbé Gérard Cambron, Procureur du Grand Séminaire des Saints-Apôtres, tous trois de la cité de Sherbrooke, dans la province de Québec, dans les buts suivants:

L'enseignement et la formation des clercs ecclésiastiques.

Les règlements suivants sont, sur requête, insérés dans les présentes Lettres Patentes:

Seront membres ex-officio de la corporation, l'Evêque catholique romain du Diocèse de Sherbrooke, le Supérieur et le Procureur de "Le Grand Séminaire des Saints-Apôtres" et toute autre personne nommée et choisie par l'Evêque catholique romain du Diocèse de Sherbrooke.

La présente corporation sera désignée officiellement sous le nom de: "Le Grand Séminaire des Saints-Apôtres".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de sept cent mille dollars (\$700,000.00).

Le bureau principal de la corporation sera à Sherbrooke, dans le district de Saint-François.

Daté du bureau du procureur général, ce dixième jour d'avril 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
3654-o P. FRENETTE.

"Magasin Ha Ha Baie, Ltée."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dixième jour d'avril 1943, constituant en corporation: Lionel Gagnon, commerçant, Laurier Simard, comptable, et Gaston Perron, commis, tous trois de Grande Baie, district de Chicoutimi, province de Québec, dans les buts suivants:

Importer, exporter, acheter, vendre, fabriquer et faire le commerce généralement, soit comme mandants et comme agents, soit en gros et en détail, de toutes choses qui peuvent être utilisées pour meubler des maisons ou pour entretenir des maisons, y compris des vêtements de toutes sortes, quincaillerie, ferronnerie, vaisselle, accessoires électriques, bref toutes marchandises sèches ou d'épicerie.

Exercer le commerce appelé couramment commerce 5-10-15 à \$1.00;

Exercer toutes opérations forestières telles que achat de limites à bois, vente de limites, et louage, coupe du bois, vente du bois de coupe, construction de camps, transport de marchandises et de tout matériel nécessaire aux opérations forestières; effectuer le transport du bois et le flottage;

Exercer le commerce de bois et le négoce de bois dans toutes ses spécialités, matériaux de construction, et tout autre commerce s'y rapportant,

"Le Grand Séminaire des Saints-Apôtres"

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of April, 1943, to incorporate as a corporation without share capital: His Excellency Monseigneur Philippe Desranleau, Roman Catholic Bishop of the Diocese of Sherbrooke, Reverend Canon Joseph Veilleux, Superior of the "Grand Séminaire des Saints-Apôtres", and Reverend abbé Gérard Cambron, Procurator of the "Grand Séminaire des Saints-Apôtres", all three of the City of Sherbrooke, in the Province of Quebec, for the following purposes:

The instruction and formation of ecclesiastical students.

The following by-laws are, by request, inserted in the present letters patent:

Will be members "ex-officio" of the corporation, the Roman Catholic Bishop of the Diocese of Sherbrooke, the Superior and the Procurator of "Le Grand Séminaire des Saints-Apôtres" and any other person appointed and chosen by the Roman Catholic Bishop of the Diocese of Sherbrooke.

The present corporation will be officially designated under the name of "Le Grand Séminaire des Saints-Apôtres".

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is seven hundred thousand dollars (\$700,000.).

The head office of the corporation will be at Sherbrooke, in the District of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of April, 1943.

P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

"Magasin Ha Ha Baie, Ltée."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of April, 1943, incorporating: Lionel Gagnon, trader, Laurier Simard, accountant, and Gaston Perron, clerk, all three of Grande Baie, District of Chicoutimi, Province of Quebec, for the following purposes:

To import, export, purchase, sell, manufacture and deal generally, whether as principals or agents, whether wholesale or retail, in everything capable of being used for house furnishing and supplies, including all kinds of clothing, hardware, ironware, crockery, electric supplies, in a word, all dry goods and groceries;

To carry on the business currently known as the 5-10-15 to \$1.00 business;

To carry on any lumbering operations, such as the purchase of timber limits, sale of limits, and the leasing, timber cutting, sale of cut timber, building of camps, transportation of merchandise and of any materials required for lumbering operations; to carry on the transportation and floating of timber;

To carry on the lumber business and the lumber trade in all the specialties thereof, building requisites, and any other business incidental

y compris l'achat, la vente, le traitement et le commerce du bois dans toutes ses formes, de bois coupé et équarris, scié et bois de charpente; exercer dans toutes ses spécialités le commerce de fabricant ou négociant de billots, bois de charpente, bois de construction, pulpe, bois de pulpe, bois de chauffage, papier et autres produits ou sous-produits du bois et de la pulpe et tout autre produit et matériel où le bois entre ou forme une partie, sous le nom de "Magasin Ha Ha Baie, Ltée", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Grande Baie, dans le district de Chicoutimi.

Daté du bureau du procureur général, ce dixième jour d'avril 1942.

L'Assistant-procureur général suppléant,
3655-o P. FRENETTE.

"Quebec Iron Company Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois avril 1943, constituant en corporation: Maurice Gagné, avocat, Jules-P. Frémont, étudiant en droit, et Mademoiselle Marie-Emma Potvin, sténographe, tous de la cité de Québec, province de Québec, dans les buts suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais, spécialement le fer, le fer de fonte, le soufre et l'acide sulfurique;

Faire toutes les opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Quebec Iron Company Limited".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en quatre cents (400) actions n'ayant aucune valeur nominale ou au pair et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de deux mille dollars (\$2,000).

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district de Québec.

Daté du bureau du procureur général, ce trois avril 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
3656 P. FRENETTE.

"Kensington Dairies Limited"

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du dix-sept avril 1943, constituant en corporation: Wilfred Faubert, de Glen Elm, Co. Huntingdon, Richard Strauss, de la cité de Montréal, tous deux manufacturiers, Harry Bronfman, industriel, de la cité de Westmount, Stanley Stanger, de la ville de Hampstead, et Ralph Charles Tees, de la cité de Montréal, tous deux officiers d'une compagnie de fiducie, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

Acheter, vendre et généralement négocier et faire le commerce de lait; le condenser, conserver et évaporer, et fabriquer du beurre, fromage et

thereto, including the purchase, sale, dressing of and dealing in wood under all the forms thereof, cut and squared and sawed lumber, timber; to carry on, in all the specialties thereof, the business of manufacturer or dealer in logs, timber, lumber, pulp, pulp-wood, firewood, paper and other products or by-products of wood and pulp and any other product or material wherein wood enters or whereof it forms part, under the name of "Magasin Ha Ha Baie, Ltée.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.) each.

The head office of the company will be at Grande Baie, District of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of April, 1943.

P. FRENETTE,
3655 Acting Deputy Attorney General.

"Quebec Iron Company Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of April, 1943, incorporating: Maurice Gagné, advocate, Jules-P. Frémont, student at law, and Miss Marie-Emma Potvin, stenographer, all of the City of Quebec, Province of Quebec, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals specially iron, pig iron, elemental sulphur and sulphuric acid;

To carry on all operations by which the soil, earth, rocks, and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatever and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Quebec Iron Company Limited".

The capital stock of the company is divided into four hundred (400) shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be two thousand dollars (\$2,000.00).

The head office of the company will be at Quebec, in the District of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of April, 1943.

P. FRENETTE,
3656-o Acting Deputy Attorney General.

"Kensington Dairies Limited"

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, Chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the seventeenth day of April, 1943, incorporating: Wilfred Faubert, of Glen Elm, Co. Huntingdon, Richard Strauss, of the City of Montreal, both manufacturers, Harry Bronfman, industrialist, of the City of Westmount, Stanley Stanger, of the Town of Hampstead, and Ralph Charles Tees, of the City of Montreal, both Trust Company officers, all of the Province of Quebec, for the following purposes:

To buy, sell, and generally deal in and with milk; to condense, preserve and evaporate the same, and to manufacture butter, cheese, and

autres produits du lait; vendre et manipuler le lait frais, les œufs, le beurre et toutes sortes de produits laitiers et de la ferme; et généralement négocier et faire le commerce de produits alimentaires d'aucune sorte et description, comprenant les céréales et produits des céréales, viande, poisson, légumes, fruits de toutes sortes ou marchandises en conserves, et denrées alimentaires de toutes sortes et descriptions, sous le nom de "Kensington Dairies Limited", avec un capital total de cinq cent mille dollars (\$500,000), divisé en cent mille (100,000) actions de cinq dollars (\$5) chacune.

Aucun appel ne sera fait au public pour souscrire aux actions de la compagnie.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du procureur général, ce dix-sept avril 1943.

L'Assistant-procureur général suppléant,
3664 P. FRENETTE.

other milk products; to sell and handle fresh milk, eggs, butter, and all kinds of farm dairy products; and to deal generally in and with food products of every kind and description, including cereals and cereal products, meats, fish, vegetables, fruit of all kinds or preserved goods, and all kinds and descriptions of food preparations, under the name of "Kensington Dairies Limited", with a total capital stock of five hundred thousand dollars (\$500,000.00), divided into one hundred thousand (100,000) shares of five dollars (\$5.00) each.

No appeal shall be made to the public to subscribe for shares in the company.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of April, 1943.

P. FRENETTE,
3664-o Acting Deputy Attorney General.

Arrêtés en Conseil

Orders in Council

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

N° 1099

No. 1099

Québec, le 28 avril 1943.

Quebec, 28th April, 1943.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Concernant l'article 27 des Règlements des bois et forêts.

Concerning Article 27 of the Woods & Forests Regulations.

Attendu que, en vertu de la Loi de l'exploitation forestière, le Ministre des Terres et Forêts peut accorder des permis de coupe de bois à l'intérieur des terres publiques, en conformité des restrictions et règlements établis de temps à autre par le Conseil Exécutif;

Whereas, by virtue of the Law of Forest Exploitation, the Minister of Lands & Forests may grant permits to cut timber within public lands, in conformity with the restrictions and regulations made from time to time by the Executive Council;

Attendu que, dans le cas des permis de coupe renouvelables annuellement accordés en vertu des articles 68, 70, chapitre 93, des Statuts refondus de Québec, 1941, à l'intérieur des blocs de terrains boisés que la loi et les règlements reconnaissent maintenant comme étant des concessions forestières, l'article 27 des règlements des bois et forêts, tel qu'approuvé par les arrêtés ministériels numéros 1332, du 17 juillet 1924, et 1162, du 13 mai 1942, établit les termes de la formule même du permis que le concessionnaire obtient à la suite de l'affermage ou, chaque année, lors de son renouvellement;

Whereas, in the case of annual renewable cutting licenses granted by virtue of articles 68 and 70 of Chapter 93, R.S.Q., 1941, for blocks of wooded lands, which the law and regulations now recognize as being timber limits, Article 27 of the Woods & Forests Regulations, as approved by Orders in Council Nos. 1332 of 17th July 1924 and 1162 of 13th May 1942, established the terms of the license form itself which the licensee obtains after leasing, or, yearly, at the time of its renewal;

Attendu qu'il est urgent, pour le rendre plus conforme aux autres articles des règlements, de le modifier et de le remplacer par un nouveau;

Whereas, it is urgent to modify it and replace it by a new one to render it more in conformity with the other articles of the Regulations;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre des Terres et Forêts, que les arrêtés ministériels numéros 1332, du 17 juillet 1924, et 1162, du 13 mai 1942, soient révoqués, et que l'article 27 des règlements des bois et forêts, soit remplacé par le suivant:

It is ordered, in consequence, on the recommendation of the Honourable Minister of Lands & Forests, that Orders in Council Nos. 1332 of 17th July 1924 and 1162 of 13th May 1942 be revoked, and that Article 27 of the Woods & Forests Regulations be replaced by the following:

Article 27

Article 27

Le Ministre des Terres et Forêts, ou tout officier sous ses ordres dûment autorisé, peut émettre, dans le cas de concessions forestières affermées ou accordées en vertu de la loi de l'exploitation forestière, des permis de coupe où sont mentionnés les droits et les devoirs principaux des concessionnaires. Les dits permis

The Minister of Lands & Forests or any of his duly authorized officers may issue, in the case of timber concessions, licensed or granted in virtue of the Law of Forest Exploitation, cutting licenses in which are mentioned the rights and the principal duties of the licensees. The said license should also contain a description of the conces-

doivent également contenir la description de la concession et énumérer, dans le cas des concessions spéciales, toutes les conditions particulières qu'elles comportent.

Que la formule-modèle ci-jointe serve à cette émission, et fasse partie du présent article, et

Que, conformément à l'article 68, chapitre 93, des Statuts refondus de Québec, 1941, le présent règlement soit publié dans la *Gazette officielle*.

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

PERMIS DE COUPE
(Concession forestière)

Permis de coupe N° Superficie
Rente foncière Droits de coupe

En vertu des pouvoirs à moi conférés par les lois de la province de Québec, et par les règlements des bois et forêts, et en considération des paiements faits et à faire à Sa Majesté, j'autorise par la présente

à titre de concessionnaire, ses agents et employés à exploiter dans la concession forestière ci-après désignée, les bois qui s'y trouvent, à garder cette concession et à l'occuper à l'exclusion de tous autres du 1er mai 19... au 30 avril 19... avec le droit de transporter les dits bois à travers les terres vacantes de la Couronne. En vertu du présent permis et pendant sa durée, le concessionnaire est autorisé à prendre les procédures légales, prévues par la loi relative à l'exploitation des forêts, contre tous ceux qui contreviennent à ses droits.

La jouissance du présent permis est conditionnée par les restrictions et obligations suivantes :

- 1.—Le concessionnaire doit faire l'exploitation des forêts qui font partie de cette concession en conformité d'un plan d'aménagement et, chaque année, avant de commencer ses opérations de coupe, il est tenu d'obtenir du Ministre des Terres et Forêts, l'autorisation de les exécuter. Cette autorisation indiquera la quantité de bois à exploiter et le parterre des coupes, et mentionnera les conditions particulières à la coupe et à la vidange des bois;
- 2.—La rente foncière pour le renouvellement de ce permis, ainsi que les autres redevances à la Couronne doivent être payées le ou avant le 1er septembre
- 3.—Le concessionnaire doit, avant le 30 juin 19... ou dans certains cas, avant le flottage, soumettre au ministère sur des formules fournies par le Service forestier, une déclaration assermentée, accompagnée d'un rapport sur les superficies exploitées et donnant la quantité et la description des bois coupés en vertu de ce permis, ainsi que les autres renseignements que le ministère peut demander;
- 4.—Le concessionnaire doit obtenir des permis d'expédition avant que les bois coupés ne soient transportés hors de ses concessions. Si concurremment il exploite ou achète des bois de particuliers, il doit les déclarer, et donner sous serment au ministère les renseignements nécessaires sur leur quantité et sur leur provenance. Cette déclaration permettra d'établir si les bois sont exempts ou non de droits de coupe;
- 5.—Le concessionnaire avant d'effectuer le paiement de la rente foncière, est tenu de faire connaître par une déclaration assermentée s'il est encore propriétaire de la concession

and enumerate, in the case of special concessions, all the special conditions that may apply.

That the annexed sample form be used for this license and form part of this Article, and

That in conformity with Article 68, Chapter 93, R.S.Q. 1941, this Regulation be published in the *Quebec Official Gazette*.

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

TIMBER LICENSE
(Timber limit)

License No Area
Ground rent Stumpage dues

By virtue of the authority vested in me by the Laws of the Province of Québec and by the Woods and Forests regulations, and in consideration of payments made or to be made to His Majesty, I hereby authorize

as licensee, his agents and employees to cut the timber within the limit hereunder described, to hold and occupy this limit to the exclusion of all others from May 1st, 19... to April 30th, 19... with the right to transport said timber across the vacant lands of the Crown. By virtue of the present license and during its term, the licensee is authorized to take legal proceedings, as provided by the law governing forest exploitation, against all contravening parties.

The use of said license is conditional to the following restrictions and obligations:

- 1.—The licensee has to exploit the forest within this limit, according to a working plan and, each year, before starting any cutting operations, he has to secure from the Minister of Lands and Forests, the authorization to carry them out. Such authorization will determine the quantity to be cut, indicate the cutting areas and mention the conditions pertaining to the cutting and hauling operations;
- 2.—The ground rent for the renewal of this license, as well as all other dues to the Crown, must be paid on or before September the 1st, 19.....;
- 3.—Before June the 30th, 19... or, in certain cases, before the drive, the licensee must submit to the Department, on forms supplied by the Forest Service, a sworn statement together with a report on the cut-over areas, giving the quantities and the description of the timber cut by virtue of said license and also any other information that may be requested by the Department;
- 4.—The licensee must secure shipping permits before the wood cut is carried out of his limits. If, concurrently, he cuts or buys wood from private lands, he must state so and give, under oath, to the Department, all information regarding the quantity and origin of the wood. Such statement will help to determine whether these woods are free or not of stumpage dues;
- 5.—The licensee, before paying the ground rent, is bound to declare under oath if he is still the holder of the limit covered by the present license. If not, he must declare to whom he

mentionnée à la présente. S'il ne l'est plus, il devra dire à qui il l'a vendue ou transportée en tout ou en partie, ou pour qui il la possède;

- 6.—Toute personne peut, avec l'autorisation du Ministre des Terres et Forêts, en tout temps, faire des chemins et s'en servir pour voyager à l'intérieur de la concession accordée par la présente, ou y prendre du bois pour servir à la construction des dits chemins ou pour l'exécution de travaux publics sous le contrôle du Gouvernement de cette province;
- 7.—Toute personne qui s'établit avec un titre légal dans les limites de la présente concession ne doit être d'aucune façon molestée dans ses opérations de défrichement ou autres travaux par le concessionnaire ou ses représentants, pourvu que les dites opérations et dits travaux soient conformes au titre qu'elle possède;
- 8.—Le concessionnaire ou ses représentants doivent se conformer à toutes les lois et à tous les règlements en vigueur et à celles ou à ceux qui pourront être édictés dans l'avenir, en rapport avec l'administration des terres et forêts pour les fins d'exploitation forestière, de colonisation, des mines, etc.....

has sold or transferred it, wholly or partly, or for whom he holds it;

- 6.—Any person can, at any time, with the authorization of the Minister of Lands and Forests, build roads and make use of them to travel through the limit covered by the present license, or cut timber therein for the building of said roads or for public works under the control of the Government of this Province;
- 7.—Any person, who settles with a lawful title within the present limit, shall not be molested in any way in his clearing or other operations, by the licensee or his representatives, provided that such operations are in conformity with the title said person may hold;
- 8.—The licensee or his representatives must abide by all the laws and regulations in force and by those which may be enacted in the future, with respect to the administration of lands and forests, for purposes of forest exploitation, colonization, mining, etc.....

DESCRIPTION DE LA CONCESSION

Numéro.....

Permis de coupe N°..... pour 19.....
 Superficie..... Droits de coupe.....
 Rente foncière..... Renouvelable le 19.....
 Signé en double exemplaire, à Québec, ce.....
 jour de..... en l'année de Notre-Seigneur,
 mil neuf cent.....

3669-o

Sous-ministre.

DESCRIPTION OF LIMIT

No.....

License No..... for 19.....
 Area..... Stumpage dues.....
 Ground rent..... Renewable on 19.....
 Signed in duplicate at Quebec, this.....
 day of..... in the year of Our
 Lord, one thousand nine hundred and.....

3669-o

Deputy-Minister.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
 CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

N° 936

Québec, le 7 avril 1943.

Présent : Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Concernant le mesurage des bois de sciage coupés dans les forêts de la Couronne.

Attendu qu'il importe, pour la bonne administration et l'avantage, non seulement du Gouvernement mais aussi des autres intéressés: bûcherons, entrepreneurs et industriels, — d'assujettir à la réglementation générale, le mesurage des bois de sciage coupés dans les forêts de la Couronne, et, à cette fin, d'abroger toute disposition permettant que le volume de ces bois soit en fonction du seul diamètre au fin bout des billes;

Il est ordonné, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre des Terres et Forêts:

Que soient abrogées toutes dispositions, particulièrement celles contenues dans les arrêtés ministériels numéros 2759, du 13 octobre 1936, et 2523, du 6 décembre 1938, en vertu desquelles le volume des billes destinées au sciage peut à certaines conditions s'apprécier d'après leur seul diamètre au fin bout;

Que, dorénavant, le mesurage de ces bois soit soumis à la réglementation générale établie par l'arrêté ministériel numéro 1255, du 4 mai 1936, et que l'emploi de toute unité de mesure non prévue par cet arrêté ministériel numéro 1255, soit prohibé;

ORDER IN COUNCIL
 EXECUTIVE COUNCIL ROOM

No. 936

Quebec, April 7th, 1943.

Present : The Lieutenant-Governor in Council.

Concerning the scaling of sawlogs cut within the Crown's Forests.

Considering that it is important for a sound administration and for the benefit, not only of the Government, but also of other interested parties such as forest workers, contractors and industrialists, to bring under the general regulation the scaling of sawlogs cut within the Crown's forests and, to this end, to abrogate any disposal allowing that the volume of such timber be determined by the sole diameter at the small end of the logs;

Consequently it is ordered on the proposal of the Honourable Minister of Lands and Forests:

That all disposal particularly those included in Orders-in-council Nos. 2759, of October the 13th, 1936 and 2523 of December the 6th, 1938, by virtue of which the volume of logs to be converted into lumber may, under certain conditions be established by their diameter at the small end only be abrogated;

That, henceforward, the scaling of cut logs be governed by the general regulations set forth in order-in-council No. 1255 of May the 4th, 1936, and that the use of any scaling unit not provided for in this order-in-council No. 1255, be prohibited;

Que, conformément à l'article 68, chapitre 93, des Statuts refondus de Québec, 1941, le présent arrêté soit publié dans la *Gazette officielle*.

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

3661-o

That, in accordance with article 68, chapter 93 of the Revised Statutes of Québec, 1941, the present order-in-council be published in the *Official Gazette*.

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

3661-o

Action en séparation de biens

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 218579. Dame Cécile Hamelin, ménagère, épouse commune en biens de Ernest Fisette, des cité et district de Montréal, demanderesse; vs Ernest Fisette, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 29ième jour d'avril 1943.

Montréal, le 29 avril 1943.

Le procureur de la demanderesse,
LOUIS H. ROHRLICK.

3676

Action for separation as to property

Province of Québec, District of Montreal, Superior Court, No. 218579. Dame Cécile Hamelin, housewife, wife common as to property of Ernest Fisette, of the city and district of Montreal, Plaintiff; versus Ernest Fisette, of the city and district of Montreal, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on the 29th day of April 1943.

Montreal, April 29th, 1943.

LOUIS H. ROHRLICK,
Attorney for Plaintiff.

3676-o

Avis divers

La formation d'une société, sous le nom de "Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 22", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 21 avril 1943.

Le siège social de l'association est à Louiseville, comté de Maskinongé, P.Q.

Le sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI.

3659-o

CHAMBRE DU CONSEIL LÉGISLATIF

Québec, 5 mai, 1943.

Aujourd'hui, à cinq heures de l'après-midi, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur s'est rendu à la Chambre du Conseil législatif au Palais législatif.

Les membres du Conseil législatif étant assemblés, il a plu à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur d'y faire requérir la présence de l'Assemblée législative, et, cette Chambre s'y étant rendue, le greffier de la couronne en chancellerie a lu les titres des bills à être sanctionnés comme suit:

- 14 Loi concernant le budget de la cité de Montréal.
- 122 Loi concernant la succession de l'honorable Joseph Octave Villeneuve.
- 123 Loi concernant la succession de feu dame Margaret Orr, veuve de feu James Wilson.
- 124 Loi concernant la municipalité du village de Saint-Jérôme, du Lac Saint-Jean.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills."

3677-o

Avis est donné que, par arrêté ministériel en date du 4 mai 1943, le changement de nom de "L'Union Nationale Catholique des Employés

Miscellaneous Notices

The formation of an association, under the name of "Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 22", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Secretary of the Province on the 21st of April, 1943.

The head office of the association will be at Louiseville, County of Maskinongé, P.Q.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

3659

LEGISLATIVE COUNCIL CHAMBER

Québec, 5th. of May, 1943.

This day, at five o'clock in the afternoon, the Honourable the Lieutenant-Governor proceeded to the Legislative Council Chamber, in the Legislative Building.

The members of the Legislative Council being assembled, the Honourable the Lieutenant-Governor was pleased to command the attendance of the Legislative Assembly, and, that House being present, the Clerk of the Crown on Chancery read the titles of the bills to be sanctioned as follows:

- 14 An Act respecting the budget of the City of Montreal.
- 122 An Act respecting the Estate of the Honourable Joseph Octave Villeneuve.
- 123 An Act respecting the estate of the late Dame Margaret Orr, widow of the late James Wilson.
- 124 An Act respecting the municipality of the village of Saint Jérôme, Lake St. John.

To these bills the Royal assent was pronounced by the Clerk of the Legislative Council, in the following words:

"In His Majesty's name, the Honourable the Lieutenant-Governor assents to these bills".

3677-o

Notice is given that, by Order in Council bearing date the 4th of May, 1943, the change of name of "L'Union Nationale Catholique des

de la Pulpe de La Tuque" en celui de "Syndicat National des Employés de la Pulpe de La Tuque, Syndicat N° 16" a été autorisé, le tout conformément aux dispositions des articles 7 et suivants de la Loi des syndicats professionnels, (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 162).

Daté du bureau du Secrétaire de la Province, le 6 mai 1943.

Le sous-secrétaire de la Province,
3685-o JEAN BRUCHESI.

Avis est donné que, par arrêté ministériel en date du premier mai 1943, les règlements de "L'Oeuvre du Foyer", tels qu'adoptés aux assemblées tenues les 30 mars et 13 avril 1943, ont été approuvés, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Daté du bureau du Secrétaire de la Province, le 6 mai 1943.

Le sous-secrétaire de la Province,
3687-o JEAN BRUCHESI.

"L'OEUVRE DU FOYER"

Règlement décrétant l'augmentation des directeurs de trois à quatre:

"III.—Assemblées annuelles — 3ième paragraphe: A tous les deux ans, à l'assemblée générale, les membres à vie élisent un président, un vice-président et deux directeurs."

Approuvé ce 30ième jour de mars 1943 et le 13 avril 1943.

Le président, J.-ALFRED DUBOIS. La trésorière, CILEDA OLIGNY.
3688-o

ANGLO CANADIAN PUBLISHERS LIMITED
Siège social, Montréal, Qué.

Un règlement augmentant le nombre des directeurs. Sanctionné par les actionnaires le 8 avril 1943.

Règlement N° 4

Qu'il soit décrété et il est par les présentes décrété, comme un règlement de la compagnie Anglo Canadian Publishers Limited comme suit:

Que le nombre des directeurs de la compagnie soit augmenté de quatre à cinq et à compter du temps où ce règlement entrera en vigueur, les affaires de la compagnie seront gérées par un Conseil d'administration de cinq directeurs.

Le secrétaire,
3693 S. G. MYRANS.

Employés de la Pulpe de La Tuque" to that of "Syndicat National des Employés de la Pulpe de La Tuque, Syndicat N° 16" has been approved, the whole pursuant to the provisions of sections 7 and following of the Professional Syndicates' Act, (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 162).

Dated at the office of the Provincial Secretary, this 6th of May, 1943.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

Notice is given that by Order in Council bearing date the first of May, 1943, the By-laws of "L'Oeuvre du Foyer", as adopted at the meetings held on the 30th of March and 13th of April, 1943, have been approved, and such, pursuant to the provisions of article 225 of the Quebec Companies' Act.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this 6th of May, 1943.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province.

"L'OEUVRE DU FOYER"

By-law enacting the increase of Directors, from three to four.

"III.—Annual Meetings — 3rd. paragraph: Every two years, at the general meeting, the life members will elect a president, a vice-president and two directors.

Approved this 30th day of March, 1943, and the 13th of April, 1943.

J. ALFRED DUBOIS, CILEDA OLIGNY,
President. Treasurer.
3688

ANGLO CANADIAN PUBLISHERS LIMITED
Head Office, Montreal, Que.

By-law increasing number of directors. Sanctioned by shareholders, 8th April, 1943.

By-Law No. 4

Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of Anglo Canadian Publishers Limited as follows:

The number of directors of the Company be increased from four to five and from and after the time when this by-law comes into effect the affairs of the company shall be managed by a board of five directors.

S. G. MYRANS,
Secretary.

Bureaux-Chef

Province de Québec, district de Montréal.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Kensington Dairies Limited", un corps constitué en corporation par lettres patentes de la province de Québec en date du 17 avril 1943 et ayant son bureau-chef en la cité de Montréal, a établi son siège social à 618 ouest, rue St-Jacques, Montréal, Québec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Chief-Offices

Province of Quebec, District of Montreal.

Notice is hereby given that Kensington Dairies Limited, a body corporate, incorporated by Letters Patent of the Province of Quebec, dated the 17th day of April, 1943, and having its head office in the City of Montreal, has established its head office at 618 St. James Street, West, Montreal, Quebec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Daté à Montréal, ce trentième jour d'avril mil neuf cent quarante-trois.
(Seal)
3665

Le secrétaire,
RALPH C. TEES.

Dated at Montreal, this thirtieth day of April, nineteen hundred and forty-three.

(Seal)
3665-0
RALPH C. TEES,
Secretary.

"L'OEUVRE DU FOYER"

Règlements

"1.—Siège social. — Le siège social de la compagnie sera à Laval-des-Rapides, district de Montréal, à tout endroit fixé par résolution du bureau de Direction: à défaut de résolution, la compagnie aura son siège social à l'endroit où elle aura son principal établissement."

Approuvé ce 30ième jour de mars 1943 et le 13 avril 1943.

Le président, J.-ALFRED DUBOIS.
3689-0

La trésorière,
CILEDA OLIGNY.

"L'OEUVRE DU FOYER"

By-laws

"1—Head Office — The head office of the company will be at Laval-des-Rapides, District of Montreal, at any place which may be fixed by resolution of the Board of Directors: failing a resolution, the company will have its head office at the place where it will have its main establishment."

Approved this 30th day of March, 1943, and the 13th day of April, 1943.

J. ALFRED DUBOIS,
3689
President.

CILEDA OLIGNY,
Treasurer.

Charte—Abandon de

AVIS

NORANDA TEA & COFFEE CO. LTD.

En vertu de la Loi des compagnies de Québec, Noranda Tea and Coffee Company, Limited, donne avis public qu'elle s'adressera au Lieutenant-Gouverneur pour demander l'abandon de sa charte à partir d'une date qui sera fixée par le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Daté à Noranda, ce douzième jour d'avril 1943.

NORANDA TEA & COFFEE CO., LTD.,
3660-0 Par le président,
FRED HETU.

Charter—Surrender of

NOTICE

NORANDA TEA AND COFFEE CO. LTD.

Under the provision of the Quebec Companies Act, Noranda Tea and Coffee Company, Limited, hereby gives public notice that it will make application to His Honor the Lieutenant-Governor of Quebec, for the acceptance of the surrender of its Charter on and from a date to be fixed by the Lieutenant-Governor in Council.

Dated at Noranda this twelfth day of April, 1943.

NORANDA TEA AND COFFEE CO., LTD.,
3660-0 Per FRED HETU,
President.

Département de l'Agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Wolfe, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Wotton" et que son principal siège d'affaires est à Wottonville, comté de Wolfe.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce vingt-septième jour d'avril 1943.

Le sous-ministre adjoint de l'Agriculture,
3658-0 ADRIEN MORIN.

Department of Agriculture

Notice is hereby given that a Cooperative Agricultural Association has been formed in the County of Wolfe, under the name of "Société Coopérative Agricole de Wotton" and that its principal place of business is at Wottonville, County of Wolfe.

The Minister authorizes the formation of this association.

Quebec, this twenty-seventh day of April, 1943.

ADRIEN MORIN,
3658 Acting Deputy Minister of Agriculture.

Département de l'Agriculture
Industrie laitière

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 43-Sp-XII

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Department of Agriculture
Dairy Industry

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 43-Sp-XII

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Séance du mercredi, 7 avril 1943, tenue à Québec, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr É. Nadeau, président, Jules Côté et Gilbert MacMillan, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, Oscar Boisvert, Inspecteur-général des Produits laitiers, et Germain Beaulieu, conseiller juridique.

Vu la nécessité de faire face à la concurrence faite par des vendeurs de lait opérant dans des localités sur lesquelles la Commission ne peut établir de contrôle;

Vu la nécessité de conserver autant que possible tous les marchés au bénéfice des cultivateurs;

Vu la nécessité de fixer dès maintenant, pour toute la saison de navigation, les prix du lait destiné à être consommé à l'état nature sur les navires;

LA COMMISSION DÉCRÈTE:

1. Nul marchand de lait opérant dans la région de Montréal ou dans celle de Québec, ne peut offrir, vendre ou livrer, à un prix inférieur à quarante-deux (42) sous le gallon, du lait à un propriétaire de navire ou à une compagnie de navigation.

2. Ce prix de vente n'affecte en rien les prix actuellement fixés en faveur des cultivateurs, ou n'affectera en rien tout autre prix qui pourrait être fixé au cours de la saison.

3. La région de Montréal est celle que délimite l'ordonnance N° 1-E-42-A publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 29 août 1942, et la région de Québec est celle que délimite l'ordonnance 2-H-42, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, le 24 octobre 1942.

La présente ordonnance annule l'ordonnance N° N-41 publiée dans la *Gazette Officielle* du 12 avril 1941, et entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette Officielle de Québec*.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la *Gazette officielle de Québec*.

(Signé:) MM. Dr ÉMILE NADEAU, président,
JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Secrétaire. 3680-o

Meeting of Wednesday, April 7th 1943, held in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, President, Jules Côté and Gilbert MacMillan, Commissioners, Alphonse Savoie, Secretary, Oscar Boisvert, Inspector General of Dairy Products, and Germain Beaulieu, Legal Adviser.

Whereas it is deemed necessary to face the competition among milk dealers operating in localities over which the Commission can establish no control;

Whereas it is deemed necessary to keep all available markets open to farmers;

Whereas it is deemed necessary to establish immediately, for all the navigation season, the price of milk to be consumed in the raw state on ships;

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. No milk dealer operating within the regions of Montreal or Quebec will offer, sell or deliver milk, at a price inferior to forty-two (42) cents a gallon, to the owner of a ship or to a steamship company.

2. This price in no way affects the actual prices established in favor of farmers, nor will it in any way affect any other price which may be established in the course of the season.

3. The region of Montreal is that defined by Order No. 1-E-42-A, published in the *Quebec Official Gazette* for August 29th 1942, and the region of Quebec is that defined by Order No. 2-H-42, published in the *Quebec Official Gazette* for October 24th 1942.

The present Order cancels Order No. N-41, published in the *Quebec Official Gazette* of April 12th, 1941 and will come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present order in the *Quebec Official Gazette*.

(Signed:) MM. Dr. ÉMILE NADEAU, president,
JULES CÔTÉ,
GILBERT MACMILLAN.

Certified: ALPHONSE SAVOIE,
Secretary. 3680-o

Département de l'Instruction publique

Department of Education

N° 218-43

No. 218-43

Québec, 21 avril 1943.

Quebec, April 21st, 1943.

DÉLIMITATION D'UNE MUNICIPALITÉ SCOLAIRE

DELIMITATION OF A SCHOOL MUNICIPALITY

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de Val Paradis, dans le comté de l'Abitibi, le territoire suivant:

Application is made to erect into a separate school municipality, under the name of Val Paradis, in the County of Abitibi, the following territory:

Les lots suivants, tous inclusivement: du canton de Boivin:

The following lots, all inclusively: of the Township of Boivin:

30 à 61 du rang I; 41 à 62 des rangs II et III; 38 à 62 des rangs IV et V;

30 to 61 of Range I; 41 to 62 of Ranges II and III; 38 to 62 of Ranges IV and V;

Tous inclusivement du canton de Paradis:

All inclusively of the Township of Paradis:

1 à 34 du rang I; 1 à 18 des rangs II et III; 1 à 13 des rangs IV et V;

1 to 34 of Range I; 1 to 18 of Ranges II and III; 1 to 13 of Ranges IV and V;

Les lots suivants aussi tous inclusivement et du canton de Perron:

The following lots also all inclusively and of the Township of Perron:

30 à 61 du rang X; 44 à 61 des rangs VIII et IX, 50 à 61 des rangs VI et VII;

30 to 61 of Range X; 44 to 61 of Ranges VIII and IX, 50 to 61 of Ranges VI and VII;

Les lots suivants aussi tous inclusivement et du canton de Rousseau:

The following lots also all inclusively and of the Township of Rousseau:

1 à 34 du rang X; 1 à 23 des rangs VIII et IX; 1 à 9 des rangs VI et VII.

Tous ces lots font partie d'un territoire non encore organisé au point de vue scolaire. .
3601-18-2-o

N° 967-42.

Le 5 mai 1943.

ERRATUM

Dans l'avis concernant l'érection de la municipalité scolaire de St-Gabriel-de-Valcartier, publié dans la *Gazette officielle de Québec* des 6 et 13 mars 1943 dans la deuxième ligne il faut ajouter après le mot distincte " , pour les catholiques seulement, " .
3670-o

N° 967-42.

Québec, le 4 mai 1943.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil, par arrêté ministériel en date du 1er mai 1943, d'unir les municipalités scolaires de Rivière-aux-Pins, de Saint-Ignace et de Saint-Gabriel-de-Valcartier pour en former une seule sous le nom de "Saint-Gabriel-de-Valcartier" qui comprendra tout le territoire de la paroisse de Saint-Gabriel-de-Valcartier, tel qu'érigé par 24 Victoria, chapitres 28 et 78, ainsi que le territoire qui fut annexé à cette paroisse par proclamation du 27 août 1910 et publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, dans le volume 42, à la page 1709.

Cet arrêté ministériel prendra effet le 1er juillet 1943.
3671-o

N° 218-43.

Québec, le 3 mai 1943.

ERRATUM

Dans l'avis concernant la municipalité scolaire de Val Paradis, publié dans la *Gazette officielle de Québec*, du 1er et du 8 mai, dans la 6ème ligne, il faut lire 30 à 62; dans la 9ème ligne 36; dans la 13ème ligne 62 au lieu de 61; dans la 14ème ligne 62 au lieu de 61; dans la 17ème ligne 35 au lieu de 34.
3672-o

N° 209-43.

Québec, le 5 mai 1943.

Demande est faite d'annexer, pour les protestants seulement, la municipalité scolaire de Marston, dans le comté de Frontenac, à la municipalité scolaire protestante de Agnès & Mégantic, dans le même comté.
3674-19-2-o

N° 1374-42.

Québec, le 4 mai 1943.

Demande est faite d'annexer, pour les protestants seulement, la municipalité scolaire de Nelson, dans le comté de Mégantic, à celle d'Inverness, dans le même comté.
3675-19-2-o

1 to 34 of Range X; 1 to 23 of Ranges VIII and IX; 1 to 9 of Ranges VI and VII.

All the said lots form part of a territory not yet organized with regard to schools.
3601-18-2

No. 967-42.

May 5th, 1943.

ERRATUM

In the notice respecting the erection of the School Municipality of St-Gabriel-de-Valcartier, published in the *Quebec Official Gazette* of the 6th and 13th of March, 1943, in the second line, after the words "separate school municipality" please add "for Catholics only".
3670

No. 967-42.

Quebec, May 4th, 1943.

His Honour the Lieutenant-Governor-in-Council has been pleased, by Order in Council dated the 1st of May, 1943, to unite the School Municipalities of Rivière-aux-Pins, Saint-Ignace and Saint-Gabriel-de-Valcartier to form them into one and the same under the name of "Saint-Gabriel-de-Valcartier" which shall comprise all the territory of the Parish of Saint-Gabriel-de-Valcartier, as erected by 24 Victoria, chapters 28 and 78, and also all the territory which was annexed to this Parish by Proclamation of the 27th of August, 1910, and published in the *Quebec Official Gazette* in Volume 42, page 1709.

This Order in Council to take effect on the 1st of July, 1943.
3671

No. 218-43.

Quebec, May 3rd, 1943.

ERRATUM

In the notice respecting the School Municipality of Val Paradis, published in the *Quebec Official Gazette* of the 1st and 8th of May, in the 6th line, read 30 to 62; in the 9th line, 36; in the 13th line, 62 instead of 61; in the 14th line, 62 instead of 61; in the 17th line, 35 instead of 34.

3672

No. 209-43.

Quebec, May 5th, 1943.

Application is made to annex, for Protestants only, the School Municipality of Marston, in the County of Frontenac, to the Protestant School Municipality of Agnès & Megantic, in the same County.
3674-19-2

No. 1374-42.

Quebec, May 4th, 1943.

Application is made to annex, for Protestants only, the School Municipality of Nelson, in the County of Megantic, to that of Inverness, in the same County.
3675-19-2

Département des Mines

AVIS DE RÉVOCATION DE DROITS DE MINE

Vu les articles 50 et 51 de la Loi des Mines de Québec (chapitre 196 des Statuts refondus de

Department of Mines

NOTICE OF CANCELLATION OF MINING RIGHTS

Pursuant to sections 50 and 51 of the Quebec Mining law (Chapter 196 of the Revised Statutes

Québec 1941), avis est donné qu'après un délai de soixante jours de la date des présentes, le soussigné recommandera la révocation, par le lieutenant-gouverneur en conseil, des concessions de droits de mine dont l'exploitation est demeurée inactive, dans les terrains ci-après décrits, savoir:

Dans le canton de Betsiamites:

Les blocs numéros 1, 2, 3, 4, 5, 6 et A.—

Dans le canton de Manicouagan:

Les lots numéros I, II, III, IV, V, VI et le bloc numéro A, dans le rang I.—

Dans le canton de Lafèche:

Les blocs A, C et D.—

Dans le canton de Arnaud:

Les blocs E, F, G, H et I.—

Dans le canton de Letellier:

Lot en eau profonde d'une superficie de 1600 acres, en front du rang I;

Lot numéro 1, dans le rang I Nord Baie Sept-Illes;

Blocs P, R et S;

Lots numéros 1 à 20 inclusivement, et A, B, C rang I, et Bloc D.—

Dans le canton Moisie:

Lot de grève en front du bloc A, et les blocs A, B, C et D.—

Dans le canton de Ragueneau:

Ile Blanche (lot A), Ile de la Mine (lot B), et Ile de la Boule (lot C).—

Dans le canton de Natashquan:

Ile à l'embouchure de la rivière Natashquan (50 acres).—

Dans le canton de Duval:

Les lots Nos 1 à 26 inclusivement, et partie ouest du lot N° 27, dans le rang I;

Le bloc A, et lot de grève portant le N° 28 du cadastre en front du dit bloc A;

Le lot de grève portant le N° 29 du cadastre pour le dit canton de Duval.—

Dans le canton de Kegashka:

La partie Est du lot N° 27, les lots Nos 28, 29, 30, 31, 22, 33 et 24 du rang I.—

Dans le canton de Musquarro:

Les lots numéros 1, 2, 3, 4, 5 et 6, rang I.—
Québec, 22 avril 1943.

EDGAR ROCHETTE,
Ministre des Mines.

3657-o

of Quebec 1941), notice is hereby given that after a delay of sixty days from the present notice the undersigned will recommend the cancellation, by the Lieutenant-Governor in Council, of the concessions of Mining rights, the working of which has remained idle, under the soil of the lands hereafter described, to wit:

In the township of Betsiamites:

Blocks numbers 1, 2, 3, 4, 5, 6 and A.—

In the township of Manicouagan:

Lots numbers I, II, III, IV, V, VI, and block number A, in range I.—

In the township of Lafèche:

Blocks A, C and D.—

In the township of Arnaud:

Blocks E, F, G, H and I.—

In the township of Letellier:

Deep water lot of an area of 1600 acres, in front of range I;

Lot number 1, in range I North, Baie Sept-Illes;

Blocks P, R and S;

Lots numbers 1 to 20 inclusive, and A, B, C range I, and block D.—

In the township of Moisie:

Beach lot in front of Block A, and blocks A, B, C, and D.—

In the township of Ragueneau:

Ile Blanche (lot A), Ile de la Mine (lot B), and Ile de la Boule (lot C).—

In the township of Natashquan:

Isle at the mouth of the Natashquan river (50 acres).—

In the township of Duval:

Lots numbers 1 to 26 inclusive, and West part of lot number 27, in range I;

Block A, and beach lot bearing number 28 of the cadastre in front of said block A;

Beach lot bearing number 29 of the cadastre of the said township of Duval.—

In the township of Kegashka:

The East part of lot number 27, lots numbers 28, 29, 30, 31, 32, 33 and 34 in range I.—

In the township of Musquarro:

Lots numbers 1, 2, 3, 4, 5 and 6, range I.—
Quebec, April 22nd 1943.

EDGAR ROCHETTE,
Minister of Mines.

3657-o

Liquidation—avis de

Avis est donné, conformément aux dispositions de l'article 9 de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, (S.R.Q., 1941, chap. 278), que les actionnaires de la compagnie "Legaré Automobile of Thetford Mines Limited" ont, le 27 avril 1943, adopté à l'unanimité une résolution à l'effet de liquider les affaires de la compagnie, suivant les dispositions de la loi précitée, et nommé le Trust Général du Canada, société de trust ayant son siège à 112 ouest, rue St-Jacques, Montréal, liquidateur de ladite compagnie.

Winding up Notice

Notice is given, pursuant to the provisions of section 9 of the Act respecting the voluntary winding-up of joint stock companies, (R.S.Q., 1941, chap. 278), that the shareholders of the company "Legaré Automobile of Thetford Mines Limited", on the 27th of April, 1943, unanimously adopted a resolution with a view to the winding-up of the affairs of the company, in conformity with the provisions of the foregoing Act, and have appointed the General Trust of Canada, a Trust company having its head office at 112 St. James street West, Montreal, liquidator of the said company.

Daté du bureau du Secrétaire de la Province,
le 6 mai 1943.

Le sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHESI. 3692-0

Dated at the office of the Provincial Secretary,
the 6th of May, 1943.

JEAN BRUCHESI,
Under Secretary of the Province. 3692

Nominations

N° 1441-el

Québec, le 4 mai 1943.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur en conseil par arrêté ministériel en date du 1er mai 1943 de nommer M. Aurèle Letang au poste de commissaire d'écoles pour la municipalité scolaire de Pointe-Gatineau, dans le comté de Hull, en vue de remplacer M. Joseph Duval, qui a donné sa démission. 3673-0

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes :

Québec, 31 mars 1943.

M. Armand Voyer, médecin à Magog-Est: coroner conjoint pour le district de Saint-François.

M. Emile Cimon, de Baie Saint-Paul: député-registrateur de la deuxième division d'enregistrement de Charlevoix, député-greffier de la Cour de circuit et député-greffier de la Cour de magistrat du district électoral de Charlevoix.

Québec, 3 avril 1943.

M. Noël Payment: vérificateur senior à la Commission du salaire minimum, et ce, à compter du 15 janvier 1943. 3686-0

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,—SALUT.

COMMISSION

AT TENDU que, lorsque le lieutenant-gouverneur en conseil juge à propos de faire faire une enquête sur quelque objet qui a trait au bon gouvernement de la province, sur la gestion de quelque partie des affaires publiques, sur l'administration de la justice ou sur quelque matière importante se rattachant à la santé publique ou au bien-être de la population, il peut, par une commission émise à cette fin, nommer un ou plusieurs commissaires pour conduire cette enquête;

ATTENDU que des difficultés d'ordre syndical ou unioniste ont paralysé pendant plus de deux semaines les opérations de certaines usines pour la fabrication de la pulpe et du papier et qu'il est de l'intérêt public de faire faire une enquête sur ces difficultés;

Appointments

No. 1441-el

Québec, May 4th, 1943.

His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by Order in Council dated the 1st of May, 1943, to appoint Mr. Aurèle Letang as School Commissioner for the School Municipality of Pointe-Gatineau, in the County of Hull, to replace Mr. Joseph Duval, who has resigned. 3673

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Québec, March 31st, 1943.

Mr. Armand Voyer, physician at Magog-East: to be joint coroner for the district of Saint Francis.

Mr. Emile Cimon, of Baie Saint-Paul: to be Deputy Registrar for the second Registration Division of Charlevoix, Deputy Clerk of the Circuit Court and Deputy Clerk of the Magistrate's Court for the electoral district of Charlevoix.

Québec, April 3rd, 1943.

Mr. Noël Payment: to be senior auditor in the Minimum Wage Commission, and such, from and after the 15th of January, 1943. 3686

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.—GREETINGS.

COMMISSION

WH EREAS, whenever the Lieutenant-Governor or in Council deems it expedient to cause an inquiry to be made into and concerning any matter connected with the good government of the Province, the conduct of any part of the public business, the administration of justice or any matter of importance relating to public health, or to the welfare of the population, he may, by a commission issued to that effect, appoint one or more commissioners by whom such inquiry shall be conducted;

WHEREAS difficulties of a nature dealing with syndicates or unions have, for the past two weeks, paralysed operations in certain mills for the manufacture of pulp and paper and it is in the interest of the public to have an inquiry made into such difficulties;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil exécutif, exprimé dans un décret en date du 29 avril 1943, et sous l'autorité de l'article 2 du chapitre 9 des Statuts refondus de Québec, 1941, Nous vous constituons, vous, l'Honorable Joseph-Alfred Prévost, juge de la Cour du Banc du Roi, président, et les honorables E. Stuart McDougall, juge de la Cour du Banc du Roi, et Garon Pratte, juge de la Cour supérieure, commissaires, pour :

A.—enquêter sur les difficultés d'ordre syndical ou unioniste survenues aux usines de Price Brothers & Company à Jonquière, Kénogami et Riverbend, et sur les causes des dites difficultés;

B.—faire rapport sur les modalités des relations collectives à être établies entre ladite compagnie et les employés de ses dites usines;

C.—produire rapport avant le 1er juillet prochain.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec :

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce premier jour de mai en l'année mil neuf cent quarante-trois de l'ère chrétienne et de Notre Règne la septième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la Province,
3690-o JEAN BRUCHESI.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in an order dated the 29th of April, 1943, and under the authority of section 2 of Chapter 9 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, We constitute you, you, the Honourable Joseph Alfred Prévost, Judge of the Court of King's Bench, President, and the Honourables E. Stuart McDougall, Judge of the Court of King's Bench, and Garon Pratte, Judge of the Superior Court, commissioners, to:

A.—inquire into the difficulties of a nature dealing with syndicates or unions which have arisen in the mills of Price Brothers & Company at Jonquière, Kénogami and Riverbend, and the reasons for such difficulties;

B.—make a report on the modalities of the collective relations to be established between the said company and the employees of these said mills;

C.—file a report before the 1st of July next.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir Eugène-Marie-Joseph Fiset, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this first day of May, in the year of Our Lord nineteen hundred and forty-three and the seventh year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHESI,
3690 Under Secretary of the Province.

Vente d'effets non-réclamés .

Sale of unclaimed baggage

Avis est par les présentes donné que tous les effets de bagage reçus avant le deuxième jour de juin 1942 et non réclamés aux bureaux de la Canadian Pacific Railway Company, seront vendus aux enchères par MM. Fraser Bros., 901, rue Saint-Jacques ouest, Montréal, le deuxième jour de juin 1943, en conformité de la Loi des chemins de fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, le 13 avril 1943.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY,
Le chef des trains-postes et bagages,
3567-17-6-o W. E. ALLISON.

Notice is hereby given that all baggage received prior to the 2nd day of June, 1942, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Railway Company, will be sold by public auction to the highest bidder by Messrs. Fraser Bros., auctioneers, at 901, St. James St. West, Montreal, at ten o'clock in the forenoon, on Wednesday, June 2, 1943, under authority of The Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, April 13, 1943.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY,
Per: W. E. ALLISON,
3567-17-6-o Manager, Mail & Baggage Traffic.

Vente par licitation

Sale by Licitation

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, Nos 83942, 82942, 80937, 81937.

Dame Rachel Rubenstein, des cité et district de Montréal, veuve de feu John Kerr, en son

Province of Quebec, District of Montreal, in the Superior Court, Nos. 83942, 82942, 80937, 81937.

Dame Rachel Rubenstein, of the City and District of Montreal, widow of the late John

vivant du comté de Brant dans la province d'Ontario, fabricant de machinerie, en sa qualité d'une des héritiers de feu Sara Rubenstein, en son vivant des cité et district de Montréal, et de feu Lazarus Rubenstein, Abraham Rubenstein, et Israel Rubenstein, tous en leur vivant des cité et district de Montréal, demanderesse es qual.; vs Mortimer Rubenstein, des cité et district de Montréal, avocat, en sa qualité d'héritier de feu Moses Rubenstein, en son vivant des cité et district de Montréal; et Dame Leah Rubenstein, fille majeure, de la cité de St-Louis, dans l'État du Missouri, un des États-Unis d'Amérique, et Dame Rae Rubenstein, épouse d'Albert G. Rosenbaum, procureur, de la cité de Chicago, dans l'État d'Illinois, un des États-Unis d'Amérique, et Jacob Rubenstein, autrefois de St-Louis dans l'État du Missouri, un des États-Unis d'Amérique, et présentement de lieux inconnus, et Louis Rubenstein, de la cité de St-Louis, dans l'État du Missouri, un des États-Unis d'Amérique, et Dame Florence Rubenstein, épouse divorcée de Charles Donan, et présentement épouse de L. W. Budd, de la cité de Chicago, dans l'État d'Illinois, un des États-Unis d'Amérique, et Dame Sara Rubenstein, épouse de Jacob Cohen, voyageur, de la cité de Chicago, dans l'État d'Illinois, un des États-Unis d'Amérique, les six derniers en leur qualité d'héritiers de feu Barnet Rubenstein, en son vivant de la cité de Chicago, dans l'État d'Illinois, un des États-Unis d'Amérique, bijoutier, et Henry Cohen, rentier, de la cité de Fort Wayne, dans l'État d'Indiana, un des États-Unis d'Amérique, et Major Lee Cohen, major dans l'armée des États-Unis d'Amérique, au Fort Hancock, dans l'État du New-Jersey, un des États-Unis d'Amérique, et le Rev. Dr. Simon R. Cohen, rabbin, de la cité de Brooklyn, dans l'État de New-York, un des États-Unis d'Amérique, et Dame Miriam Cohen (veuve de feu Louis Pinkous, en son vivant de la cité de Skeegan, dans l'État du Michigan, un des États-Unis d'Amérique), de la cité de Wheaton, dans l'État d'Illinois, un des États-Unis d'Amérique, et Dame Lea Cohen, épouse divorcée de Vaun Malay, de la cité de Fort Wayne, dans l'État d'Indiana, un des États-Unis d'Amérique, les cinq derniers en leur qualité d'héritiers de Dame Florence Rubenstein, en son vivant épouse de Solomon Cohen, de la cité de Fort Wayne, dans l'État d'Indiana, un des États-Unis d'Amérique, défendeurs; et The Crown Trust Company, un corps politique et incorporé, ayant son siège social et principale place d'affaires pour la province de Québec en les cité et district de Montréal, demanderesse en reprise d'Instance.

Kerr, in his lifetime of Brant County in the Province of Ontario, Machinery Manufacturer, in her quality of one of the heirs of the late Sara Rubenstein, in her lifetime of the City and District of Montreal, and of the late Lazarus Rubenstein, Abraham Rubenstein and Israel Rubenstein, all in their lifetime of the city and District of Montreal, Plaintiff es qual.; vs Mortimer Rubenstein, of the City and District of Montreal, advocate, in his quality of heir of the late Moses Rubenstein, in his lifetime of the City and District of Montreal; and Dame Leah Rubenstein, Spinster, of the city of St-Louis, in the State of Missouri, one of the United States of America, and Dame Rae Rubenstein, wife of Albert G. Rosenbaum, attorney, of the City of Chicago, in the State of Illinois, one of the United States of America, and Jacob Rubenstein, formerly of St. Louis in the State of Missouri, one of the United States of America, and now of parts unknown, and Louis Rubenstein, of the City of St. Louis in the State of Missouri, one of the United States of America, and Dame Florence Rubenstein, divorced wife of Charles Donan, and now wife of L. W. Budd, of the City of Chicago, in the State of Illinois, one of the United States of America, and Dame Sara Rubenstein, wife of Jacob Cohen, traveller, of the City of Chicago, in the State of Illinois, one of the United States of America, the last six in their quality of heirs of the late Barnet Rubenstein, in his lifetime of the City of Chicago, in the State of Illinois, one of the United States of America, Silversmith, and Henry Cohen, gentleman, of the City of Fort Wayne in the State of Indiana, one of the United States of America, and Major Lee Cohen, Major in the Army of the United States of America, situate at Fort Hancock in the State of New Jersey, one of the United States of America, and the Rev. Dr. Simon R. Cohen, Rabbi, of the City of Brooklyn, in the State of New York, one of the United States of America, and Dame Miriam Cohen (widow of the late Louis Pinkous, in his lifetime of the City of Skeegan in the State of Michigan, one of the United States of America), of the City of Wheaton, in the State of Illinois, one of the United States of America, and Dame Lea Cohen, divorced wife of Vaun Malay, of the City of Fort Wayne, in the State of Indiana one of the United States of America, the last five in their quality of heirs of Dame Florence Rubenstein in her lifetime wife of Solomon Cohen, of the City of Fort Wayne in the State of Indiana, one of the United States of America, defendants; and The Crown Trust Company, a body politic and corporate, having its head office and chief place of business for the Province of Quebec in the City and District of Montreal, Plaintiff en reprise d'Instance.

AVIS DE VENTE PAR LICITATION

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Montréal, dans le district de Montréal, rendu le 29ième jour d'avril 1943 dans les présentes causes, ordonnant la licitation de ces certains immeubles désignés comme suit, à savoir:

Ce certain lot présentement connu comme étant le numéro huit cent quatorze aux plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Laurent de ladite cité de Montréal, avec la bâtisse dessus érigée portant le numéro civique 910 rue Clarke.

Ces certains lots présentement connus comme étant les numéros huit cent quinze et huit cent

NOTICE OF SALE BY LICITATION

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Montreal, in the District of Montreal, rendered the 29th day of April, 1943, in the present causes, ordering the licitation of those certain immovables designated as follows, namely:

That certain lot now known as number eight hundred and fourteen, on the official plan and book of reference of the St. Lawrence Ward of the said City of Montreal, with the building thereon erected bearing civic No. 910 Clarke Street.

Those certain lots now known as number eight hundred and fifteen and eight hundred and

seize, aux plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Laurent de la cité de Montréal, avec la bâtisse de trois étages en pierre et en brique ayant front sur la rue Craig-ouest et autres constructions dessus érigées portant les numéros civiques 61 à 73 de ladite rue Craig-ouest.

Le lot numéro huit cent trois, aux plan et livre de renvoi officiels dudit quartier St-Laurent, avec les bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques 75 à 81 rue Craig.

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur VENDREDI, le ONZIÈME jour de JUNE 1943, à DIX heures ET DEMIE du matin, chambre N° 31, Palais de Justice, en la cité de Montréal, ou à toute autre chambre désignée par le juge, sujets aux charges, clauses et conditions mentionnées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication, le tout sous peine de forclusion.

Un dépôt de \$5,000 devra être fait par l'adjudicataire au moment de la vente. La balance devra être payée dans les cinq jours.

Montréal, le 3 mai 1943.

Le procureur de la demanderesse
en reprise d'Instance,
3662-19-2 J. J. SPECTOR.

sixteen, on the official plan and book of reference of the St-Lawrence Ward of the City of Montreal, with the three storey stone and brick building fronting on Craig Street West, and other erections thereon bearing the Civic Nos. 61 to 73 of said Craig Street West.

Lot number eight hundred and three, on the official plan and book of reference of said St. Lawrence Ward, with the buildings bearing civic Nos. 75 to 81 Craig Street, thereon erected.

The above designated immovables will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder on FRIDAY the ELEVENTH day of JUNE 1943, at HALF PAST TEN of the clock in the forenoon, in Room No. 31 of the Court House, in the City of Montreal, or in any other room designated by the judge, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation, must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication, the whole under pain of being foreclosed.

A deposit of \$5,000.00 must be made by the adjudicataire at the time of the sale. The balance to be paid within five days.

Montreal, May 3rd, 1943.

J. J. SPECTOR,
Attorney for Plaintiff en reprise
3662-19-2-0 d'Instance.

Vente pour taxes municipales

Sale for Municipal Taxes

Province de Québec

Province of Quebec

CITÉ DE SHAWINIGAN FALLS

CITY OF SHAWINIGAN FALLS

MUNICIPALITÉ DE SHAWINIGAN FALLS

MUNICIPALITY OF SHAWINIGAN FALLS

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, Eugène Dumas, secrétaire-trésorier de la cité de Shawinigan Falls, que les immeubles ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique, à l'Hôtel-de-Ville de Shawinigan Falls, dans la salle des délibérations du conseil, le VINGT-CINQUIÈME jour de MAI, mil neuf cent quarante-trois à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales, spéciales, consolidées, scolaires et autres, avec intérêts, ainsi que les frais subséquents, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

Public notice is hereby given by the undersigned, Eugène Dumas, Secretary-Treasurer of the City of Shawinigan Falls, that the immovables hereinafter mentioned will be sold by public auction, at the City Hall of Shawinigan Falls, in the Council Room, on the TWENTY-FIFTH day of the month of MAY nineteen hundred and forty-three, at TEN o'clock in the forenoon, for the payment of the municipal, special, consolidated, school and other taxes with interest and the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

Nom — Name	Cadastre	Subdivision
Dontigny, Alphonse & Al.	42	467
do do do	42	468
Lefèbvre, Mme-Mrs. Emile, Succession-Estate (Dame Bertha Lefèbvre)	44	23
White, Alexandre	43	11
do do	43	12

Les immeubles ci-dessus sont tous situés en la cité de Shawinigan Falls et forment partie du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Flore.

The above immovables are all situated in the City of Shawinigan Falls and form part of the official cadastre of the parish of Ste-Flore.

Le prix d'adjudication de ces immeubles sera payable immédiatement.

The purchase price of each of said immovables shall be payable immediately.

Donné en la cité de Shawinigan Falls, ce vingt-septième jour du mois d'avril, mil neuf cent quarante-trois (1943).

3620-18-2-o

Le secrétaire-trésorier,
EUGÈNE DUMAS.

Given in the City of Shawinigan Falls this twenty-seventh day of April, 1943.

3620-18-2-o

EUGÈNE DUMAS,
Secretary-Treasurer.

VENTES PAR LES SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure, district d'Arthabaska

Arthabaska à savoir: } ERNEST LAVIGNE,
N° 3770 } cultivateur, de St-Simon, district de St-Hyacinthe, demandeur; vs ARTHUR MERCIER et HERVÉ MERCIER, tous deux de Ste-Séraphine, district d'Arthabaska, défendeurs.

Comme appartenant aux défendeurs;

Le lot numéro vingt et un (21) dans le onzième (11) rang du canton de Simpson, comté d'Arthabaska, avec toutes les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Séraphine, comté d'Arthabaska, le DIX-HUITIÈME jour de MAI 1943, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, MAURICE MAHEU.
Arthabaska, 13 avril 1943. 3513-16-2-o
[Première publication, 17 avril 1943]

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

C. S.—District de Montréal

Montréal, à savoir: } J. L. LÉONCE
217227 } M. LÉOPOLD RODIER et al, demandeurs es-qualité; vs ISLAND REALTY CORPORATION, défenderesse; et MARCEL MARC, curateur au délaisement.

Comme appartenant à la défenderesse mais actuellement entre les mains du dit curateur au délaisement.

Un morceau de terrain ayant front sur l'avenue Atwater, en la cité de Montréal et composé de:

a) Un certain lot de terre ayant front sur ladite avenue Atwater connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal comme étant le lot de subdivision numéro cent-soixante-quatorze du lot originaire numéro trois cent quatre-vingt-six (N° 386-174) moins la partie arrière dudit lot de subdivision mesurant quarante-quatre pieds en profondeur de la ligne du terrain en arrière dudit lot de subdivision et borné comme suit: En front au sud-ouest par l'avenue Atwater; en arrière par la partie dudit lot de subdivision y référée ci-dessus; d'un côté au nord-ouest par le lot de subdivision numéro cent soixante-quinze et de l'autre côté au sud-est par le lot de subdivision numéro cent soixante-treize, tous deux dudit lot originaire numéro trois cent quatre-vingt-six; avec les bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques 933, 935 et 937 de ladite avenue Atwater, et avec le droit de passage dans la ruelle de dix pieds de largeur située en arrière de la propriété vendue par les présentes et aussi située sur une partie de la subdivision numéro cent soixante-treize dudit lot originaire

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court, District of Arthabaska

Arthabaska to wit: } ERNEST LAVIGNE,
No. 3770 } farmer, of St-Simon, district of St-Hyacinthe, plaintiff; vs ARTHUR MERCIER and HERVÉ MERCIER, both of them of Ste-Séraphine, district of Arthabaska, defendants.

As belonging to the defendants;

The lot number twenty-one (21) in the eleventh (11) range of township of Simpson, county of Arthabaska, with all buildings thereon erected.

To be sold to the parochial church door of Ste-Séraphine, county of Arthabaska, the EIGHTEENTH day of MAY 1943, at TWO o'clock in the afternoon.

MAURICE MAHEU,

Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, April 13th, 1943. 3513-16-2-o
[First publication, April 17th, 1943]

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

S. C.—District of Montreal

Montreal, to wit: } J. L. LÉONCE LÉO-
217227 } M. POLD RODIER et al, plaintiffs es-qualité; vs ISLAND REALTY CORPORATION, defendant; and MARCEL MARC, curator to the abandonment.

As belonging to the defendant but actually in the possession of the said curator to the abandonment:

A block of land fronting on Atwater Avenue in the City of Montreal, and composed of:—

a) That a certain lot of land fronting on said Atwater Avenue, known and designated on the Official Plan and in the Book of Reference of the Municipality of the Parish of Montreal as subdivision lot number one hundred and seventy-four of the original lot number three hundred and eighty-six (No. 386-174) less the rear portion of said subdivision lot measuring forty-four feet in depth from the line of the land in rear of the said subdivision lot; and bounded as follows:— In front to the South West by Atwater Avenue; in rear by the part of said subdivision lot hereinabove referred to; on one side to the North West by subdivision lot number one hundred and seventy-five and on the other side to the South-East by subdivision lot number one hundred and seventy-three both of the said original lot number three hundred and eighty-six: with the buildings thereon erected bearing the civic Nos. 933, 935 & 937 of said Atwater Avenue, and with the right of passage in the lane ten feet in width existing in rear of the property hereby sold and existing also on part of subdivision number one hundred and seventy-three of the said

numéro trois cent quatre-vingt-six; b) Ce certain lot de terre ayant front sur l'avenue Atwater connu et désigné auxdits plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal comme étant le lot de subdivision numéro cent soixante-quinze du lot originaire numéro trois cent quatre-vingt-six (N° 386-175) moins une lisière de terrain formant une partie dudit lot de subdivision et ayant quatorze pieds de largeur en front et en arrière par vingt-quatre pieds de profondeur de la ligne de la ruelle en arrière dudit lot de subdivision et s'étendant le long de la ligne séparant ledit lot de subdivision numéro cent soixante-quinze du lot de subdivision numéro cent soixante-quatorze dudit lot originaire; avec les bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques 939, 941 et 943 de ladite avenue Atwater.

Pour être vendu, en bloc, à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$685 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable Juge Forest, daté le 22 avril 1943.

Bureau du shérif, Montréal, 4 mai 1943. [Première publication, 8 mai 1943]

Le shérif, L.-P. CAISSE. 3668-19-2

original lot number three hundred and eighty-six; b) that certain lot of land fronting on Atwater Avenue, known and designated on the said Official Plan and Book of Reference of the Municipality of the Parish of Montreal as subdivision lot number one hundred and seventy-five of the original lot number three hundred and eighty-six (No. 386-175) less a strip of land forming part of said subdivision lot and being fourteen feet in width in front and in rear by twenty-four feet in depth from the line of the lane in rear of the said subdivision lot and extending along the line separating the said subdivision lot number one hundred and seventy-five from subdivision lot number one hundred and seventy-four of said original lot; with the buildings thereon erected bearing the Civic Nos. 939, 941 and 942, of said Atwater Avenue."

To be sold "en bloc" at my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$685 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Forest, dated the 22nd April, 1943.

Sheriff's Office, Montreal, May 4th, 1943. [First publication, May 8th, 1943]

L. P. CAISSE, Sheriff. 3668-19-2-o

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure.—District de Montréal Montréal, à savoir: } VICTOR SEGUIN, demandeur; vs GEORGE W. DOW et al, défendeurs.

Un emplacement de forme irrégulière ayant front sur la rue Hamilton, dans la Ville de Dorion, comté de Vaudreuil, province de Québec, et composé:

(a) Du lot numéro huit de la subdivision officielle du lot numéro quatre cent cinquante-neuf (459-8) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Michel de Vaudreuil.

(b) Du lot numéro quarante-huit de la subdivision officielle du lot numéro quatre cent cinquante-sept (457-48) des dits plan et livre de renvoi officiels.

Le dit emplacement contenant une superficie de onze mille six cent cinquante pieds mesure anglaise, plus ou moins avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de la Très Sainte Trinité de Dorion, le DOUZE JUIN prochain à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$570 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'honorable juge Surveyer, daté le 4 mai 1943.

Bureau du shérif, Montréal, 4 mai 1943. [Première publication, 8 mai 1943]

Le shérif, L. P. CAISSE. 3667-19-2-o

RICHELIEU

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure.—District de Richelieu N° 9994 } JOSEPH BERNIER, rentier, de Saint-Guillaume d'Upton, district de Richelieu, demandeur; vs ADGEMIR BROUILLARD, de la paroisse de Saint-David, défendeur.

La partie sud-est du lot numéro neuf cent quatre-vingt-deux (Ptie S. E. 982) pour le cadastre de la paroisse de St-David, dans le comté d'Yamaska, le dit lot ayant environ un arpent

Fieri Facias de Terris

Superior Court.—District of Montreal Montreal, to wit: } VICTOR SEGUIN, plaintiff; vs GEORGE W. DOW et al, defendants.

An emplacement of irregular figure fronting on Hamilton street, in the Town of Dorion, County of Vaudreuil, Province of Quebec, and composed of:

(a) Lot number eight of the official subdivision of lot number four hundred and fifty-nine (459-8) on the official plan and in the book of reference of the Parish of St-Michel de Vaudreuil.

(b) Lot number forty-eight of the official subdivision of lot number four hundred and fifty-seven (457-48) of said official plan and book of reference.

The said emplacement containing an area of eleven thousand six hundred and fifty feet, English measure, more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold, at the parochial church door of the Parish of Très Sainte Trinité de Dorion, on the TWELFTH day of JUNE next at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of \$570 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to judgment of the Honourable Justice Surveyer, dated the 4th of May, 1943.

Sheriff's Office, Montreal, May 4th, 1943. [First publication, May 8th, 1943]

L. P. CAISSE, Sheriff. 3667-19-2

RICHELIEU

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court.—District of Richelieu No. 9994 } JOSEPH BERNIER, annuitant, of Saint-Guillaume d'Upton, District of Richelieu, plaintiff; vs ADGEMIR BROUILLARD, of the Parish of Saint-David, defendant.

The Southeast part of lot number nine hundred and eighty-two (S.E. Pt. 982) on the cadastre for the Parish of St-David, in the County of Yamaska, said lot measuring about one and

et demi de largeur sur trente arpents de profondeur, tenant en front à la rivière Yamaska, à l'autre extrémité aux terres du rang St-Michel, au côté sud-est au lot numéro neuf cent quatre-vingt-un appartenant à Léopold Blanchard, au côté nord-ouest au résidu du lot neuf cent quatre-vingt-deux appartenant à Joseph Bernier, le tout avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-David, MARDI, le HUIT JUIN prochain, à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, MICHEL SAINT-GERMAIN.
Sorel, le 4 mai 1943. 3666-19-2-o
[Première publication, 8 mai 1943]

SAINT HYACINTHE

Cour Supérieure.—District de St-Hyacinthe
St-Hyacinthe, à savoir: { L A FONDERIE DE
N° 4655. { PLESSISVILLE,
demanderesse; contre EDMOUR CLOUTIER
et al, défendeurs;

Saisi comme appartenant au dit Edmour Cloutier.

Un terrain sis et situé en la paroisse de St-Théodore d'Acton, étant le lot numéro quatre cent quatre-vingt-dix-huit (498) du cadastre officiel de la dite paroisse, borné comme suit: au nord, par le lot N° 499, à l'est par un chemin public; au sud, par le lot N° 497, et vers le N.-E. par le canton d'Upton, mesurant 104.7 pieds de largeur en front sur le chemin public; 121 pieds en arrière; 294 pieds au nord, et 373 au sud, contenant en superficie 33350 pieds.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Théodore d'Acton, MARDI, le DIX-HUITIÈME jour de MAI prochain (1943), à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, JOS.-L. CORMIER.
St-Hyacinthe, 13 avril 1943. 3514-16-2-o
[Première publication, 17 avril 1943]

one half arpent in width by thirty arpents in depth, bounded in front by the Yamaska River, at the other end by the lands of Range St. Michel, on the Southeast side by lot number nine hundred and eighty-one, belonging to Léopold Blanchard, on the Northwest side by the residue of lot nine hundred and eighty-two, belonging to Joseph Bernier,—the whole with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint-David, on TUESDAY, the EIGHTH of JUNE next, at ONE o'clock in the afternoon.

MICHEL SAINT-GERMAIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, May 4th, 1943. 3666-19-2
[First publication, May 8th, 1943]

SAINT-HYACINTHE

Superior Court.—District of St. Hyacinthe
St. Hyacinthe, to wit: { L A FONDERIE DE
No. 4655. { PLESSISVILLE,
Plaintiff; against EDMOUR CLOUTIER *et al*,
Defendants;

Seized as belonging to the said Edmour Cloutier.

A piece of ground situate in the parish of St. Theodore d'Acton, being lot number four hundred and ninety-eight (498) on the official cadastre of the said parish, and bounded at the north side by lot No. 499, at the east by a public road; at the south by lot No. 497, and toward the N. E. by the canton of Upton; containing in front on the public road 104.7 feet in width; in rear 121 feet; at the north 294 feet, and at the south 373 feet, forming 33350 feet in superficies.

To be sold at the parochial church door of St. Theodore d'Acton, TUESDAY, on the EIGHT-EENTH day of MAY next (1943), at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. L. CORMIER,
Sheriff's office, Sheriff.
St. Hyacinthe, April 13th, 1943. 3514-16-2-o
[First publication, April 17th, 1943]

Département du Travail

AVIS

Conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective, avis est par les présentes donné par l'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, que "The Shipping Federation of Canada, Inc." lui a présenté une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

"Alcoa Steamships Co. Inc.; American Pioneer Line; Blue Funnel Line; Bristol City Line; Canadian National Steamships; Canadian Pacific Steamships, Ltd.; Canadian South American Line; County Line, Ltd.; Joseph Constantine Steamship Line, Ltd.; Cunard White Star, Ltd.; Donaldson Atlantic Line; Donaldson Line, Ltd.; Ellerman & Bucknall Line; Ellerman's Wilson Line; Furness Line; Head Line; Manchester Liners, Ltd.; Montreal Australia New Zealand Line; Montreal Shipping Co. Ltd.; Newfoundland Canada Steamships, Ltd.; New Zealand Shipping Co. Ltd.; Norwegian American Line; Scandinavian American Line; Shipping Limited; South East and West African Lines; Thomson Line (Cairn Line of Steamships, Ltd.)", ci-après appelées "les compagnies",

Department of Labour

NOTICE

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, notice is hereby given by the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, that The Shipping Federation of Canada, Inc., has presented to him a request to the effect that the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

Alcoa Steamships Co. Inc.; American Pioneer Line; Blue Funnel Line; Bristol City Line; Canadian National Steamships; Canadian Pacific Steamships, Ltd; Canadian South American Line; County Line, Ltd; Joseph Constantine Steamship Line, Ltd; Cunard White Star, Ltd; Donaldson Atlantic Line; Donaldson Line, Ltd; Ellerman & Bucknall Line; Ellerman's Wilson Line; Furness Line; Head Line; Manchester Liners, Ltd; Montreal Australia New Zealand Line; Montreal Shipping Co. Ltd; Newfoundland Canada Steamships, Ltd; New Zealand Shipping Co. Ltd; Norwegian American Line; Scandinavian American Line; Shipping Limited; South East and West African Lines; Thomson Line (Cairn Line of Steamships, Ltd); hereinafter called the Companies,

Et, D'AUTRE PART:

Le local 1657 de "The International Longshoremen's Association", ci-après appelés "les employés", soit rendue obligatoire pour les employeurs et les employés des métiers visés suivant les conditions ci-après:

I.—*Jurisdiction territoriale*:—La juridiction territoriale de la présente convention comprend le Port de Montréal.

b.—*Jurisdiction professionnelle*: La présente convention régit tous les vérificateurs (checkers) et tonneliers (coopers), travaillant sur océaniques, du Havre de Montréal.

II.—*Heures de travail et taux de salaires*:—

a.—Les heures de travail et les taux de salaires pour les vérificateurs seront les suivants:

<i>Distribution des heures de travail:</i>	<i>Salaires horaires</i>
de 7.00 a.m. ou 9.00 a.m. à 12.00 midi et de 1.00 p.m. à 6.00 p.m.....	\$ 0.64
de 7.00 p.m. à 11.00 p.m. et de 12.00 minuit à 5.00 a.m.....	0.74

b. Les heures de travail et les taux de salaires pour les tonneliers seront les suivants:

<i>Distribution des heures de travail:</i>	<i>Salaires horaires</i>
de 7.00 a.m. ou 9.00 a.m. à 12.00 midi et de 1.00 p.m. à 6.00 p.m.....	0.63
de 7.00 p.m. à 11.00 p.m. et de 12.00 minuit à 5.00 a.m.....	0.73

Tout travail exécuté entre 7.00 p.m. et 7.00 a.m. sera considéré comme travail de nuit.

Lorsque les hommes ne commencent pas à 7.00 a.m., ils peuvent être appelés pour 9.00 a.m.; en tel cas, ils seront mis au travail et rémunérés pour la période de 9.00 a.m. à 12.00 midi. Toutefois cette disposition est sujette au paragraphe "e" de l'article III.

III.—*Dispositions spéciales relatives aux salaires et à la durée du travail*:—a.—Les heures des repas seront distribuées entre 5.00 a.m. et 7.00 a.m., midi et 1.00 p.m., 6.00 p.m. et 7.00 p.m. et 11.00 p.m. et minuit. Les employés requis de travailler pendant ces périodes recevront salaire double, au taux réglementaire, jusqu'à leur renvoi.

b.—Tout travail exécuté les dimanches, la St-Jean-Baptiste, le jour de la Confédération et la fête du Travail sera rémunéré à raison de salaire double.

c.—Les employeurs éviteront de faire travailler les employés durant les heures de repas, les dimanches et les fêtes, à moins de raison suffisamment grave.

d.—Les employés mis à l'ouvrage soit le jour ou la nuit seront rémunérés pour la période complète de travail pour laquelle ils auront été appelés; toutefois, cette disposition est sujette aux paragraphes "e" et "f" du présent article.

e.—En cas d'arrêt du travail sur le bateau pour cause de mauvaise température, les employés recevront une heure de salaire au taux réglementaire, en plus de toute heure déjà travaillée.

j.—Les employés requis de travailler dans les malles, messageries ou bagages, les dimanches, la St-Jean-Baptiste, le jour de la Confédération ou la fête du Travail, seront rémunérés à compter de l'heure à laquelle ils doivent se rapporter et se rapportent, avec un minimum de deux heures au taux réglementaire.

g.—Lorsque les employés ne seront pas mis au travail, ils devront quitter le quai à 7.30 a.m., et à 1.30 p.m.

And, ON THE OTHER PART:

Local 1657 of the International Longshoremen's Association, hereinafter called the Employees, be rendered obligatory for the employers and the employees of the trades concerned according to the following conditions:

I.—*a.—Territorial jurisdiction*:—The territorial jurisdiction of this agreement comprises the Harbour of Montreal.

b.—*Professional jurisdiction*:—The present agreement shall govern all steamship checkers and coopers working on ocean-going vessels of the Harbour of Montreal.

II.—*Hours of labour and rates of wages*:—

a.—The hours of labour and the rates of wages for checkers shall be as follows:

<i>Distribution of hours of labour:</i>	<i>Hourly rates</i>
from 7.00 a.m. or 9.00 a.m. to 12.00 noon and from 1.00 p.m. to 6.00 p.m.....	\$ 0.64
from 7.00 p.m. to 11.00 p.m. and from 12.00 midnight to 5.00 a.m.....	0.74

b.—The hours of labour and the rates of wages for coopers shall be as follows:

<i>Distribution of hours of labour:</i>	<i>Hourly rates</i>
from 7.00 a.m. or 9.00 a.m. to 12.00 noon and from 1.00 p.m. to 6.00 p.m.....	0.63
from 7.00 p.m. to 11.00 p.m. and from 12.00 midnight to 5.00 a.m.....	0.73

All work performed between the hours of 7.00 p.m. and 7.00 a.m. shall be considered as night work.

When men do not begin at 7.00 a.m., they may be called for 9.00 a.m.; in such cases, they shall be put to work and paid for the period between 9.00 a.m. and 12.00 noon; however, this provision is subject to sub-section "e" of section III.

III.—*Special provisions relating to wages and duration of labour*:—a.—Meal hours shall be distributed between 5.00 a.m. and 7.00 a.m., noon and 1.00 p.m., 6.00 p.m. and 7.00 p.m. and 11.00 p.m. and midnight. The employees required to work during these periods shall receive double time, at the prevailing rate, until relieved.

b.—All work performed on Sundays, St-Jean-Baptiste Day, Dominion Day and Labour Day shall be paid double time, at the prevailing rate.

c.—The employees shall not be required to work during the meal hours nor on Sundays and holidays if this can be reasonably avoided by the employers.

d.—The employees put to work during the day or night shall receive full time for which they have been called; however, this provision is subject to sub-section "e" and "f" of the present section.

e.—When work on the ship has to be discontinued on account of adverse weather conditions employees shall be paid one hour at the prevailing rate, in addition to any hour or hours already worked.

f.—The employees called to work mails, express or baggage on Sundays, St. John the Baptist's Day, Dominion Day or Labour Day, shall be paid from the hours at which they are called to report, and do report, with a minimum of two hours' pay at the prevailing rate.

g.—Employees, when not put to work, shall be required to leave the wharf at 7.30 a.m. and 1.30 p.m.

IV.—*Dispositions spéciales concernant les vérificateurs et les tonneliers:—a.*—Les vérificateurs employés temporairement comme premier vérificateur recevront au moins cinq (\$0.05) sous additionnels l'heure.

b.—Les vérificateurs employés dans le bureau ou préposés à l'arrimage ou aux hangars doivent recevoir cinq (\$0.05) sous l'heure en plus du taux réglementaire.

c.—Les employeurs auront le droit d'utiliser les services de leurs employés réguliers payés hebdomadairement ou mensuellement pour le travail de vérificateur ou de tonnelier à être exécuté sur les quais; tels employés ne sont pas assujettis à la présente convention.

d.—Pour ce qui est de l'embauchage, on donnera la préférence aux membres du local 1657, I.L.A. lorsque la chose sera possible. Toutefois, cette préférence ne sera accordée qu'en autant que les lois fédérales et provinciales le permettront.

e.—Un employé conduit durement ou qui se considère injustement traité aura le droit de soumettre son cas à son employeur avec l'aide d'un membre du comité des vérificateurs, subseqüemment, s'il le désire, il pourra soumettre son cas, par l'entremise du comité des vérificateurs, à "The Shipping Federation of Canada."

f.—Les vérificateurs et les tonneliers recevront comme boni de guerre, six (6) cents l'heure en plus des taux minima spécifiés à l'article II; toutefois, vu l'instabilité des conditions existantes en temps de guerre, cette clause pourra être révisée après avis de soixante jours à cet effet.

g.—En plus des taux de salaires stipulés dans le décret, les employés recevront, conformément aux dispositions de l'Ordre en Conseil fédéral C.P. 5963, une indemnité de vie chère de huit cents (\$0.08) l'heure (en plus des taux en vigueur) le jour ou la nuit, les dimanches ou jours de fêtes, la dite indemnité ne devant pas être doublée pour les heures des repas, les dimanches et jours de fête. La dite indemnité de \$0.08 sera augmentée ou réduite, conformément aux dispositions de l'article 48, paragraphe (iv) de C.P. 5963, de \$0.01 l'heure pour chaque augmentation ou diminution de 1.6 point dans le chiffre de l'indice calculé pour tout le Dominion par le Bureau fédéral de la Statistique.

V.—*Durée de la convention:—*Cette convention demeurera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1943, et ainsi de suite, d'année en année, à moins et jusqu'à ce qu'une des parties ne fasse tenir à l'autre partie un avis, par écrit, à ce contraire, au moins soixante jours avant le 31 décembre 1943 ou soixante jours avant le 31 décembre de toute année subséquente.

Durant les trente jours à compter de la publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressées pourront désirer formuler contre la présente requête.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, 8 mai, 1943. 3663-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), avis est par les présentes donné par l'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, que les parties contractantes à la convention collective de travail relative

IV.—*Special provisions concerning the checkers and coopers:—a.*—Checkers, when employed temporarily as head checkers, shall be paid not less than five (\$0.05) additional cents per hour.

b.—Checkers doing office work, stowage or employed as warehousemen shall receive five (\$0.05) cents more per hour than the prevailing rate.

c.—Employers shall have the right to use their regular weekly or monthly-paid employees in connection with any checking and cooping work to be done on the wharves; such employees not to be governed by this agreement.

d.—Preference of work will be given to members of Local 1657, I.L.A. whenever such are available, provided, however, that such preference shall only be given in so far as it may be permissible under the laws of the Dominion of Canada and/or the Province of Quebec.

e.—An employee disciplined, or who considers himself unfairly treated, shall be entitled to submit his case to his employer with the assistance of a member of the Checkers' Committee. Thereafter, if he so desires, an employee may submit his case, through the medium of the Checkers Committee, to the Shipping Federation of Canada.

f.—Checkers and Coopers shall be paid, as a war bonus, six (6) cents per hour in addition to the basic rates of pay specified in section II above, this provision under changing war conditions to be subject to revision upon sixty days' notice.

g.—In addition to the rates of pay and war bonus stipulated in the decree, there shall be paid to employees, under the terms of the Federal Order C.P. 5963, a cost of living bonus at the rate of eight cents (\$0.08) per hour worked, over and above the prevailing rates (day or night, Sundays or holidays), said cost of living bonus not to be doubled for meal hours, Sundays or holidays. The said bonus of \$0.08 will be adjusted, up or down, in accordance with the provisions of section 48, subsection (iv) of P.C. 5963, on the basis of \$0.01 per hour for each 1.6 change in the cost of living index prepared for the Dominion as a whole by the Dominion Bureau of Statistics.

V.—*Duration of the agreement:—*This agreement shall be effective until the 31st of December 1943, and thereafter from year to year unless or until either party serves written notice on the other party to the contrary at least sixty days prior to December 31st 1943, or sixty days prior to December 31st of any subsequent year.

During the thirty days following the publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections which the interested parties may desire to present against this request.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 8, 1943. 3663-o

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163), notice is hereby given by the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the barber and

aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse, district de Trois-Rivières (décret numéro 469, du 26 février 1942, et amendements) lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret. Elles demandent:

1. Que les heures de travail pour la zone II, article V, paragraphe "a", soient remplacées par les suivantes:

- "Le lundi, de 8.00 a.m. à midi;
- Le mardi, de 8.00 a.m. à 7.00 p.m.;
- Le mercredi, de 8.00 a.m. à 7.00 p.m.;
- Le jeudi, de 8.00 a.m. à 7.00 p.m.;
- Le vendredi, de 8.00 a.m. à 9.00 p.m.;
- Le samedi et veille des fêtes chômées, de 8.00 a.m. à 9.00 p.m."

2. Que le paragraphe "b" de l'article V soit remplacé par le suivant:

"b. Pendant ces journées de travail, les employés des Zones I, II et III doivent avoir une (1) heure pour le repas du midi et les employés des Zones I et III, une (1) heure pour le repas du soir."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY,
Ministère du Travail,
Québec, ce 8 mai, 1943. 3678-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Edgar Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité conjoint des barbiers et coiffeurs, juridiction de Québec, établi en exécution du décret numéro 1652, du 28 juin 1941 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1152 du 1er mai 1943, le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er mai 1943 au 1er mai 1944; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels—barbiers, coiffeurs ou coiffeuses, assujettis audit décret, doivent payer au comité paritaire une somme équivalente à 1/2 de 1% de la liste des salaires, bonis, allocations ou commissions qu'ils versent à leurs salariés des métiers visés par ledit décret.

b) Les salariés des deux sexes régis par ledit décret doivent verser au comité paritaire une cotisation équivalente à 1/2 de 1% de leurs salaire, commissions, bonis ou allocations.

c) Les artisans des deux sexes régis par le décret doivent verser au comité paritaire une cotisation équivalente à 1/2 de 1% du salaire de base établi pour l'employé barbier, coiffeur ou coiffeuse, dans les zones I et II. Dans les autres zones, cette cotisation de 1/2 de 1% doit être basée sur une rémunération hebdomadaire de \$20.00, s'il s'agit d'un barbier-coiffeur et de \$15.00, s'il s'agit d'une coiffeuse.

Mode de perception

Les employeurs professionnels et les artisans doivent transmettre mensuellement au comité

hairdresser trades, district of Trois-Rivières, (decree number 469, of February 26, 1942, and amendments) have presented to him a petition to modify the said decree. They requested:

1. That the working hours of zone II, section V, subsection "a", be replaced by the following:

- "On Monday, from 8.00 a.m. to 12.00 noon;
- On Tuesday, from 8.00 a.m. to 7.00 p.m.;
- On Wednesday, from 8.00 a.m. to 7.00 p.m.;
- On Thursday, from 8.00 a.m. to 7.00 p.m.;
- On Friday, from 8.00 a.m. to 9.00 p.m.;
- On Saturday and holiday eves, from 8.00 a.m. to 9.00 p.m."

2. That subsection "b" of section V be replaced by the following:

"b. During those working days, employees of zones I, II and III shall have one (1) hour for the noon meal and the employees of zones I and III, one (1) hour for the evening meal."

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive any objection against the said petition which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour,
Department of Labour,
Quebec, May 8, 1943. 3678-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Barbers and Hairdressers, District of Quebec, formed under decree number 1652, of June 28, 1941, and amendments has been authorized by a regulation approved by Order in Council number 1152 of May 1, 1943, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163), to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

Assessments

The period of levy shall extend from May 1st, 1943, to May 1st, 1944; it shall be laid in the following manner:

a) The professional employers—barbers, male or female hairdressers, governed by the said decree, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to 1/2 of 1% of the payroll, bonuses, allocations or commissions paid to their employees in the trades covered by the said decree.

b) The employees, male and female, governed by the said decree, shall pay to the Parity Committee an assessment equivalent to 1/2 of 1% of their wages, commissions, bonuses or allocations.

c) The artisans, male and female, governed by the decree, shall pay to the Parity Committee an assessment equivalent to 1/2 of 1% of the basic wage rate established for the employee barber and male or female hairdresser in zones I and II. In other zones, such assessment of 1/2 of 1% shall be based upon the weekly remuneration of \$20.00, in the case of a barber-hairdresser and of \$15.00, in the case of a female hairdresser.

Mode of Collection

The professional employers and the artisans shall send, every month, to the Parity Commit-

paritaire les cotisations qu'ils sont tenus de verser audit comité.

Les employeurs professionnels doivent retenir à même le salaire de chacun de leurs salariés les sommes qui reviennent au comité paritaire et en faire remise eux-mêmes audit comité en même temps que leurs propres cotisations.

Pour faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire exige que l'employeur professionnel lui fasse parvenir mensuellement un rapport détaillé des recettes enregistrées par chaque salarié à son emploi; ce rapport doit être fait sur une formule spécialement fournie à cette fin par ledit comité.

Le rapport accompagné des cotisations doit être transmis au comité paritaire entre le 1er et le 10 de chaque mois.

Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 30 juin, 30 septembre, 31 décembre 1943 et 31 mars 1944.

Ci-annexé, un estimé des recettes et des dépenses du Comité conjoint des barbiers et coiffeurs, juridiction de Québec, pour la période comprise entre le premier mai 1943 et le premier mai 1944.

COMITÉ CONJOINT DES BARBIERS ET COIFFEURS

Juridiction de Québec

Estimé des recettes et des dépenses pour la période comprise entre le premier mai 1943 et le premier mai 1944.

Recettes:

Cotisations: ($\frac{1}{2}$ de 1%):

Employeurs professionnels.....	\$ 940.00
Salariés.....	940.00
Artisans.....	1,200.00
	<u>\$ 3,080.00</u>

Dépenses:

Salaires:

Inspecteur.....	\$ 1,000.00
Secrétaire.....	1,000.00
Secrétaire adjoint.....	400.00
Papeterie.....	75.00
Frais d'inspection.....	150.00
Loyer du bureau.....	150.00
Timbres et téléphone.....	75.00
Frais d'examen.....	45.00
Amortissement.....	10.00
Assurance-chômage.....	15.00
Assurance-garantie.....	5.00
Frais d'enquête.....	20.00
Vérification des livres.....	60.00
Dépenses de voyage et divers.....	75.00
	<u>\$ 3,080.00</u>

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 8 mai, 1943. 3681-0

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective, (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), l'honorable Edgar

tee, the assessments payable to the said committee.

The professional employers shall retain, from the wages of each one of their employees, the sums owed to the Parity Committee and send same, themselves, to the said committee together with their own assessments.

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee requires every professional employer to transmit, every month, a complete report of the receipts of each employee in his employ; such report shall be made on special forms supplied for that purpose by the said committee.

The report, together with the assessments, shall be mailed to the Parity Committee between the 1st and the 10th day of each month.

Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present to the Minister of Labour a quarterly report covering its financial activities on the following dates: June 30, September 30, December 31, 1943, and March 31, 1944.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Barbers and Hairdressers, District of Quebec, for the period between May 1st, 1943, and May 1st, 1944.

JOINT COMMITTEE OF THE BARBERS AND HAIRDRESSERS

District of Quebec.

Estimate of the receipts and disbursements for the period between May 1st, 1943, and May 1st, 1944.

Receipts:

Assessments: ($\frac{1}{2}$ of 1%):

Professional employers.....	\$ 940.00
Employees.....	940.00
Artisans.....	1,200.00
	<u>\$ 3,080.00</u>

Expenses:

Salaries:

Inspector.....	\$ 1,000.00
Secretary.....	1,000.00
Ass't-Secretary.....	400.00
Stationery.....	75.00
Inspection expenses.....	150.00
Office rent.....	150.00
Stamps and telephone.....	75.00
Examination expenses.....	45.00
Depreciation.....	10.00
Unemployment insurance.....	15.00
Fidelity bond.....	5.00
Investigation expenses.....	20.00
Audition of books.....	60.00
Travelling expenses and miscellaneous.....	75.00
	<u>\$ 3,080.00</u>

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 8, 1943. 3681-0

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163), the Honourable Edgar Rochette,

Rochette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que, pour donner suite à une décision du Conseil régional du Travail en temps de guerre de Québec, en date du 7 avril 1943, il a l'intention de proposer l'adoption de la modification suivante au décret numéro 2678, du 12 juillet 1940 et amendements, relatif aux métiers de la construction dans les comtés de Saint-Hyacinthe, Bagot et Rouville:

Le paragraphe "f" suivant sera ajouté à l'article IV:

"f.—*Indemnité de vie chère*:—Conformément à la décision rendue par le Conseil régional du travail en temps de guerre de Québec, en date du sept avril 1943, tous les employeurs assujettis au présent décret doivent payer à leurs salariés des métiers de la construction visés par ladite décision, une indemnité de vie chère de \$0.07½ l'heure, en plus du taux de salaire horaire payé à chacun d'eux au 15 novembre 1941. Ladite indemnité de vie chère est payable pour les heures de la semaine normale et non pour les heures supplémentaires et comptera de la première période de paye commençant le ou après le 7 avril 1943; elle demeurera inchangée jusqu'au 7 avril 1944, quelles que soient les fluctuations de l'indice fédéral du coût de la vie.

Il est toutefois permmissible aux employeurs qui ont donné des augmentations et ont payé des taux supérieurs à ceux prévus dans le présent décret, de prendre crédit de ces augmentations pour compléter le paiement de l'indemnité de \$0.07½ de l'heure."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre ce projet de modification.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce. 8 mai 1943. 3679-0

AVIS

L'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (chapitre 163, Statuts refondus de Québec, 1941), que le Syndicat des employés de pompes funèbres de Montréal, Inc. et la Section des directeurs de funérailles du district de Montréal de l'Association des marchands détaillants du Canada, lui ont présenté une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

La section des directeurs de funérailles du district de Montréal de l'Association des Marchands détaillants du Canada;

Et, D'AUTRE PART:

Le Syndicat des employés de pompes funèbres de Montréal, Inc; soit rendue obligatoire pour les employeurs et les employés des métiers visés, suivant les conditions décrites ci-après:

1.—*Définitions*:—Aux fins d'application du décret, les termes suivants auront la signification ci-après donnée:

a.—Le terme "directeur de funérailles" comprend toute personne qui opère pour elle-même ou sous son propre nom ou celui d'une autre personne, société, compagnie, un commerce dans le but de fournir au public les accessoires ou services funéraires.

Minister of Labour, hereby gives notice that, as a result of a decision of the Regional War Labour Board for Quebec dated April 7, 1943, he intends to recommend the approval of the following modification to the decree number 2678, of July 12, 1940, and amendments, relating to the construction trades in the counties of St-Hyacinthe, Bagot and Rouville:

The following subsection "f" to be added to section IV:

"f.—*Cost of living bonus*:—Pursuant to the decision taken by the Regional War Labour Board for Quebec, dated April 7, 1943, all the employers governed by the present decree shall pay to their employees of the construction trades subject to the said decision, a cost of living bonus of \$0.07½ per hour, over the hourly wage rates paid to each one of the said employees on November 15, 1941. The said cost of living bonus is payable for the hours of the standard work week and not for overtime hours and shall be effective on the first payroll period beginning on or after April 7, 1943; it shall remain as such until April 7, 1944, whatever be the rise or fall in the Federal Cost of Living Index.

It is however permmissible to employers who have given increases and have paid higher wages to those established by the present decree to take credit for these increases when calculating the payment of the \$0.07½ per hour bonus."

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive the objections hereto which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 8, 1943. 3679-0

NOTICE

The Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (chapter 163, Revised Statutes of Quebec, 1941), that "le Syndicat des Employés de Pompes Funèbres de Montréal, Inc." and "La Section des Directeurs de Funérailles du District de Montréal de l'Association des Marchands détaillants du Canada", have presented to him a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"La Section des Directeurs de Funérailles du District de Montréal de l'Association des Marchands détaillants du Canada";

And, ON THE OTHER PART:

"Le Syndicat des Employés de Pompes Funèbres de Montréal, Inc.": for the employers and the employees of the trades concerned, according to the conditions described hereafter:

1.—*Definitions*:—For the purpose of enforcement of the decree, the following terms shall have the hereinafter significance:

a.—The term "funeral director" designates any person who operates for himself or under his own name or under the name of another person, or operates for another person, society, company, a business for the purpose of supplying to the public the funeral accessories and service.

b.—Le terme "embaumeur" désigne tout employé préposé à la conservation hygiénique des corps par quelque procédé que ce soit, à l'ensevelissement des corps dans les cercueils, etc., à leur exposition dans les chambres mortuaires, et qui, d'une façon générale, exécute tout ouvrage exigé de l'homme de service.

c.—Le terme "mécanicien" désigne tout employé préposé à la réparation des automobiles, ambulances, camions et exerçant les fonctions de l'homme du métier de l'industrie automobile en plus de tout ouvrage général exigé de l'homme de service.

d.—Le terme "homme de service" désigne tout employé préposé à la décoration et à la dégarniture des chambres mortuaires, ou transport des corps, avec l'aide de l'embaumeur, et à l'exécution de tout travail général requis par son employeur. L'homme de service, sans limiter d'une façon quelconque ses attributions, conduit les corbillards, les fourgons, les automobiles affectées au transport de la clientèle, les ambulances ou autres véhicules nécessaires au fonctionnement d'une entreprise de pompes funèbres; il voit également à l'entretien desdits véhicules (lavage, graissage, cirage, etc.) mais il n'exerce pas les fonctions de l'homme de métier dans l'industrie automobile comme celle du mécanicien, de l'électricien, du débosseur, du peintre. Ce terme désigne aussi tout salarié, commis à la comptabilité, à la tenue des livres et aux écritures.

e.—Le terme "étudiant" désigne toute personne qui étudie chez un directeur de funérailles, l'art de l'embaumement. L'étudiant fait partie du personnel régulier de l'entreprise comme homme de service. La période d'apprentissage est de deux (2) ans. Un embaumeur ne pourra avoir qu'un seul étudiant à son emploi.

II.—*Jurisdiction professionnelle et territoriale:*—

a.—Le décret s'applique à tous les directeurs de funérailles et embaumeurs et aux salariés à leur emploi, dans les cités et villes situées dans l'île de Montréal et l'île Jésus et dans un rayon de dix (10) milles autour de l'île de Montréal.

b.—Il s'appliquera également à tout autre directeur de funérailles qui vient de l'extérieur faire affaires dans les limites de la présente juridiction territoriale, soit occasionnellement ou soit régulièrement.

c.—Toutefois, ne sera pas assujéti au décret, le directeur de funérailles de l'extérieur:

i.—Venant conduire dans la juridiction territoriale quelqu'un étant décédé à l'extérieur.

ii.—Venant chercher quelqu'un décédé dans la juridiction territoriale pour l'inhumer à l'extérieur.

III.—*Heures de travail:*—a.—La durée régulière de la semaine de travail sera de soixante-six (66) heures pour six jours de travail.

b.—*Repos hebdomadaire:*—Tout employé aura droit à un jour complet (24) heures de repos chaque semaine.

c.—Tout travail supplémentaire, après soixante-six (66) heures, devra être rémunéré à raison de salaire et demi. Toutefois, un employé recevant un salaire supérieur au taux fixé par le décret devra recevoir pour son travail supplémentaire un salaire calculé au taux habituel plus 50% des taux minima fixés par le décret.

IV.—*Taux de salaires minima:*—a.—Les embaumeurs devront recevoir le salaire minimum suivant:

1.—S'ils sont employés à la semaine:

1er embaumeur	\$ 30.00
2ième embaumeur	28.00

b.—The term "embalmer" designates any employee whose task is to keep corpses in a hygienic condition, by what process soever, lay them in state in a funeral parlor, put them into graves and perform any work requested from the service man.

c.—The term "mechanic" designates any person whose task is to repair the automobiles, ambulances, trucks and perform the work of an automobile worker and of a service man.

d.—The term "service man" designates any person whose task is to decorate or untrim funeral parlors, carry bodies with the embalmer and perform general work designated by the employer. Not limiting his functions in any way, he also drives the hearse, van or any automobile used for the transportation of customers and any other vehicle needed by such a concern; he also assumes the care of the said vehicles and does the washing, greasing, polishing, etc., but he does not perform the work of automobile workers, namely that of the mechanic, the electrician, the body worker, the painter. This term also designates any employee performing clerical work in book-keeping and accounting.

e.—The term "student" designates any person learning the trade of embalming in a funeral director's establishment. The student shall be considered as a service man of the concern. The apprenticeship period shall consist of two years. An embalmer shall be allowed one student only.

II.—*Territorial and Professional Jurisdiction:*—

a.—The decree shall apply to all funeral directors and embalmers and their employees in cities and towns situated in the Islands of Montreal and Jesus and within a radius of 10 miles around the Island of Montreal.

b.—It shall also apply to any other funeral director from outside doing business within the limits of this territorial jurisdiction, whether occasionally or regularly.

c.—However, the undertaker from outside:

i.—Taking into the territorial jurisdiction people deceased outside;

ii.—Bringing people deceased in the territorial jurisdiction for burial outside, shall not be subject to this decree.

III.—*Working hours:*—a.—The regular weekly duration of labour shall be 66 hours for 6 days of work.

b.—*Weekly rest:*—Employees shall be entitled to a complete day of rest (24 hours) in any one week.

c.—Any overtime work, in excess of 66 hours, shall be paid time and one half. However, the employee, receiving a higher remuneration than that fixed by this decree, shall be paid, for the overtime work he may perform, his usual rate plus 50% of the minimum rates established by the decree.

IV.—*Minimum Wage rates:*—a.—Embalmers shall receive the following minimum rates:

1.—If employed on a weekly basis:

1st embalmer	\$ 30.00
2nd embalmer	28.00

Si l'employeur n'a qu'un seul embaumeur il ne devra pas le payer moins de \$30.00 par semaine.

2.—S'ils ne sont pas payés à la semaine: \$8.00 par embaumement. Dans ce cas, l'embaumeur devra fournir les instruments et les cosmétiques, mais non le "fluide".

b.—*Mécaniciens*:—Les mécaniciens recevront le salaire minimum suivant:

	<i>de l'heure</i>
Première classe	\$ 0.60
Deuxième classe	0.55
Troisième classe	0.45

c.—*Homme de service*:—Les hommes de service n'ayant aucune expérience recevront \$18.00 par semaine. Après un an d'expérience chez l'un ou l'autre des directeurs de funérailles: \$20.00 par semaine. Après deux (2) ans: \$22.00 par semaine. Après trois (3) ans: \$23.00 par semaine.

d.—Les employés surnuméraires recevront un salaire horaire de \$0.40 avec un minimum de \$1.50 par appel.

e.—Le décret n'affectera en rien le salaire de l'employé recevant une rémunération plus élevée lors de sa mise en vigueur.

IV-A.—*Indemnité de vie chère*:—a.—Tous les employeurs régis par le décret devront payer à leurs employés autres que ceux d'un rang plus élevé que celui de contremaître ou quelque autre rang comparable, une indemnité de vie chère du temps de guerre, basée sur le relèvement du chiffre indice du coût de la vie de juillet 1942 au dessus du chiffre indice du coût de la vie juillet 1941, cet indice étant calculé pour tout le Dominion par le Bureau Fédéral de la Statistique; l'indemnité de vie chère est de \$1.50 basée sur l'écart entre 117.0 et 111.0. Cette indemnité sera versée pour chaque période de paie, lors de la remise de salaire pour cette période, ainsi qu'il suit:

b.—Pour chaque augmentation d'un point dans le chiffre de l'indice, l'indemnité ou augmentation de l'indemnité, selon le cas, et pour chaque diminution d'un point dans le chiffre de l'indice, la réduction de l'indemnité sera de:

i.—Vingt-cinq cents par semaine pour tout employé adulte du sexe masculin et pour tous les autres employés travaillant à des salaires de base de vingt-cinq dollars ou plus par semaine, et

ii.—Un pour cent de leur salaire hebdomadaire de base pour tous les employés du sexe masculin âgés de moins de vingt et un ans et pour toutes les employés travaillant à des salaires de base de moins de vingt-cinq dollars par semaine.

c.—Le chiffre de l'indemnité sera fixé de nouveau tous les trois mois (le nouveau chiffre entrant en vigueur la première période de paie commençant le ou après le quinzième jour des mois de février, mai, août et novembre respectivement), en fonction des variations du coût de la vie établies en comparant l'indice du mois précédent immédiatement (c'est-à-dire janvier, avril, juillet et octobre) à celui qui a servi de base à la dernière modification de ladite indemnité. Le montant de l'indemnité ne doit pas être modifié à moins que le coût de la vie n'ait varié de tout un point ou davantage.

d.—L'indemnité ne devra être versée que pour le travail rémunéré selon le salaire de base, à l'exclusion des heures supplémentaires. Lorsque pour une période de travail donnée, un employé travaille moins que le nombre d'heures normal, on lui versera une partie de l'indemnité de plein

Should the employer have but one embalmer, the latter shall receive a minimum of \$30.00 per week.

2.—If not employed on a weekly basis: \$8.00 per embalming. In this case, the embalmer shall supply instruments and cosmetics with the exception of the fluid.

b.—*Mechanics*:—Mechanics shall receive the following minimum rates:

	<i>Per hour</i>
First class	\$ 0.60
Second class	0.55
Third class	0.45

c.—*Service men*:—Unexperienced service men shall receive \$18.00 per week. After one (1) year of experience with any undertaker: \$20.00 per week. After two (2) years: \$22.00 per week. After three (3) years: \$23.00 per week.

d.—Supernumerary employees shall receive an hourly rate of \$0.40 and a minimum of \$1.50 per call.

e.—The decree shall not reduce, in any way, the wages of an employee higher, at the time of its coming into force, than those herein mentioned.

IV-A.—*Cost of living bonus*:—a.—All employers governed by the decree shall pay to their employees, other than those occupying positions above the rank of foreman or comparable ranks, a wartime cost of living bonus based on the rise in the cost of living index of July 1942, over that of July 1941, such index being prepared for the Dominion as a whole by the Dominion Bureau of Statistics; the cost of living bonus is \$1.50 based on the difference between 117.0 and 111.0. The cost of living bonus shall be payable for each payroll period at the same time as wages are paid for such period as follows:

b.—For each rise of one point in the index, the amount of the bonus or the increase in the amount of the bonus, as the case may be, and for each fall of one point in the index, the decrease in the amount of the bonus shall be:

i.—\$0.25 per week for all adult male employees, and for all other employees employed at basic rates of \$25.00 or more per week, and

ii.—One per cent of their basic weekly wage rates for male employees under twenty-one years of age and female workers employed at basic wage rates of less than \$25.00 per week;

c.—The amount of the bonus shall be redetermined every three months (viz, effective for the first payroll period beginning on or after the fifteenth day of the months of February, May, August and November, respectively) on the basis of the change in the cost of living shown by the index number for the immediately preceding month (viz January, April, July and October) as compared with the index number on which the previous change in the amount of the bonus was based. The amount of the bonus shall not be changed unless the cost of living has changed one whole point or more.

d.—The bonus shall be payable only with respect to employment at basic wage rates, not including overtime. For any pay period during which an employee is paid for less than the normal full time hours of work at basic wage rates he shall be paid that proportion of his full

temps dans la proportion du nombre d'heures durant lesquelles il a travaillé au salaire de base par rapport au nombre d'heures pour cette période.

V.—*Dispositions générales:—a.—Vacances:—*Après un (1) an de service, un employé aura droit à sept (7) jours consécutifs de vacances payés.

b.—*Uniformes:—*Une compagnie ou un directeur de funérailles désirant le port d'un uniforme devra fournir cet uniforme gratuitement.

c.—*Les années d'expérience d'un employé chez l'un ou l'autre des directeurs de funérailles devront être prises en considération par tout nouvel employeur.*

d.—*Tout actionnaire d'une entreprise de pompes funèbres qui y travaille comme employé sera assujéti au décret quant aux heures de travail, au salaire et au prélèvement, à moins qu'il ne soit directeur de ladite entreprise.*

e.—*Le salaire de tout employé devra être payé au complet hebdomadairement et si possible, le vendredi, dans une enveloppe sur laquelle seront inscrits son nom, la date de la semaine de travail, le nombre d'heures rémunérées, le taux du salaire à l'heure et le montant contenu dans l'enveloppe. Celle-ci devra être cachetée et initialée par la personne qui aura fait la paye.*

VI.—*Le Comité paritaire chargé de l'application du décret numéro 359 du 13 février 1942 restera en fonction et verra à la mise en vigueur du décret jusqu'à la formation d'un nouveau comité paritaire. Ce nouveau comité après sa nomination succèdera à l'ancien comité; tout l'actif et les droits de l'ancien comité lui seront transférés de plein droit et il assumera toutes les responsabilités de l'ancien comité paritaire.*

VII.—*Durée du décret:—*Le décret entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeurera en vigueur pour une période d'un (1) an à compter de cette date. Il se renouvellera automatiquement d'année en année à moins que l'une ou l'autre des parties aux présentes ne donne à l'autre partie un avis écrit de son intention de l'abroger, soixante (60) jours avant l'expiration du terme original ou avant l'expiration de toute année subséquente.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 8 mai, 1943.

3684-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163), avis est par les présentes donné par l'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, que le Comité paritaire de l'Industrie de la Boîte de Carton de la Province de Québec lui a présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 555, du 29 mars 1939, et amendements, relatif à la fabrication des boîtes de carton. Il demande:

1. Que le deuxième alinéa du paragraphe "a" de l'article II soit remplacé par le suivant:

"Notwithstanding the cédule de salaires précédente, le salaire minimum moyen des employées de sexe féminin, y compris les apprenties, ne devra pas

time bonus which the number of hours he actually worked at basic wage rates is of the normal full time hours of work in that period.

V.—*General provisions:—a.—Holidays:—*After one (1) year of service, an employee shall be entitled to holidays consisting of seven (7) consecutive days, with pay.

b.—*Uniforms:—*If companies or funeral directors wish their employees to wear uniforms, they shall supply same gratis to the employees.

c.—*Years of experience of an employé with any one of the funeral directors shall be taken into consideration by every new employer.*

d.—*Shareholders of a funeral undertaking working as employees are subject to the provisions of the decree with regard to working hours, wages and levy unless they be directors of the concern.*

e.—*The wages of any employé shall be paid, completely, each week and if possible, on Friday, in an envelope on which his name, the date of the week of labour, the number of hours paid, the wage rates by the hour and the amount contained therein shall be mentioned. The latter shall be sealed and initialed by the pay-clerk.*

VI.—*The Parity Committee charged with the enforcement of Decree No. 359 of the thirteenth of February 1942 shall remain in office and supervise the carrying out of the present decree until the new Parity Committee is formed. Such new Parity Committee when formed, shall succeed to Parity Committee when formed, shall succeed to and be vested with all the assets and rights of the former Committee and shall assume all the liabilities of the former Parity Committee.*

VII.—*Duration of the decree:—*The decree shall come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette* and shall remain effective for a period of one year from that date. Thereafter, it shall be renewed automatically from year to year, unless it is terminated by notice in writing, by either of the parties hereto, given to the other sixty (60) days prior to the expiring of the original term or prior to the expiry of any subsequent year.

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive any objection against the said request which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 8, 1943.

3684-o

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163), notice is hereby given by the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, that the Joint Committee of the Paper Box Industry of the Province of Québec has presented to him a petition to modify the decree number 555, of March 29, 1939, and amendments, relating to the manufacturing of paper boxes. It is requested:

1. That the second paragraph of subsection "a" of section II be replaced by the following:

"Notwithstanding the preceding wage schedule, the average minimum wages of female employees, including apprentices, shall not be

être inférieur à \$0.26 par heure pour la Zone I et \$0.24 par heure pour la Zone II; aux fins de calcul de cette moyenne, les salaires plus élevés que le minimum ne seront considérés que dans la mesure où ils ne dépassent pas les maxima suivants:

	Zone I	Zone II
Contremaîtresses	\$0.40	\$0.38
Travail à la main, 1ère classe	0.36	0.34
Opératrices de machines S & S.	0.35	0.33
Opératrices de machines à poser les dessus	0.35	0.33
Opératrices de machines à couvrir	0.35	0.33
Opératrices de machines à renforts	0.35	0.33
Attachage	0.35	0.33
Opératrices de machines à piquer	0.35	0.33
Opératrices de gommeuse filée à la main	0.35	0.33
Autres employées	0.35	0.33"

2. Que le troisième alinéa terminant le paragraphe "a" de l'article II, soit remplacé par le suivant:

"Nonobstant la cédule précédente de salaires, le salaire minimum moyen des employés de sexe masculin, y compris les apprentis, ne devra pas être inférieur à \$0.37 l'heure pour la Zone I et \$0.35 l'heure pour la Zone II; aux fins de calcul de cette moyenne, les salaires plus élevés que le minimum ne seront considérés que dans la mesure où ils ne dépassent pas les maxima suivants:

	Zone I	Zone II
Contremaîtres	\$0.74	\$0.69
Opérateurs de marqueurs mitrail-leuse	0.60	0.57½
Opérateurs de guillotine	0.54	0.51½
Opérateurs de monteuse, simple et double	0.48	0.45½
Opérateurs de bobineuse	0.46	0.44
Opérateurs de presse à rebuts	0.46	0.44
Opérateurs d'emporte-pièce	0.40	0.38
Faiseurs de matrices	0.67	0.64
Assistants faiseurs de matrices	0.46	0.44
Opérateurs de presse cylindre à découper	0.54	0.51½
Opérateurs de presse Colt	0.54	0.51½
Fileurs presse cylindre à découper	0.39	0.37
Fileurs presse Colt	0.44	0.42
Opérateurs 1ère classe, machine automatique à coller	0.49	0.46½
Expéditeurs	0.49	0.46½
Chauffeurs de camion	0.49	0.46½
Machinistes	0.74	0.71
Préposés à l'entretien et à la réparation	0.49	0.46½
Chauffeurs de bouilloires (stokers)	0.51	0.48
Mécaniciens de machines fixes	0.66	0.63
Autres employés	0.39	0.37"

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 8 mai, 1943. 3682-0

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (Statuts refondus de Qué-

less than \$0.26 per hour for Zone I and \$0.24 per hour for Zone II; for the purposes of computing that average, that part of the wages exceeding the following rates shall not be considered:

	Zone I	Zone II
Foreladies	\$0.40	\$0.38
Handwork, 1st class	0.36	0.34
S & S machine operators	0.35	0.33
Top piece machine operators	0.35	0.33
Covering machine operators	0.35	0.33
Tiers	0.35	0.33
Staying machine operators	0.35	0.33
Stitchers	0.35	0.33
Hand Fed Table Gummers	0.35	0.33
Other help	0.35	0.33"

2. That the third paragraph ending subsection "a" of section II be replaced by the following:

"Notwithstanding the preceding wage schedule, the average minimum wages of male employees, including apprentices, shall not be less than \$0.37 per hour for Zone I and \$0.35 per hour for Zone II; for the purposes of computing that average, that part of the wages exceeding the following rates shall not be considered:

	Zone I	Zone II
Foremen	\$0.74	\$0.69
Scorers	0.60	0.57½
Cutters on knife	0.54	0.51½
End piece operators, single and double	0.48	0.45½
Slitter operators	0.46	0.44
Bale press operators	0.46	0.44
Punch operators	0.40	0.38
Die makers	0.67	0.64
Assistant die makers	0.46	0.44
Cylinder box press operators	0.54	0.51½
Colt press operators	0.54	0.51½
Cylinder box press feeders	0.39	0.37
Colt press feeders	0.44	0.42
Automatic gluing machine first class operators	0.49	0.46½
Shippers	0.49	0.46½
Truck drivers	0.49	0.46½
Machinists	0.74	0.71
Maintenance and repair men	0.49	0.46½
Firemen (stokers)	0.51	0.48
Stationary enginemen	0.66	0.63
Other help	0.39	0.37"

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive any objection against the said petition which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, May 8, 1943. 3682-0

NOTICE OF MODIFICATION

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec

bec 1941, chapitre 163), avis est par les présentes donné par l'honorable Edgar Rochette, Ministre du Travail, que le Comité paritaire de l'Industrie de l'Automobile de Montréal et du District lui a présenté une requête à l'effet de modifier le décret numéro 1742, du 11 juillet 1941, et amendements, relatif aux employés de garage du district de Montréal. Il demande:

Que les mots "le premier juillet", apparaissant au paragraphe "h" de l'article V, soient remplacés par les mots "le premier lundi de juillet".

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 8 mai, 1943. 3683-0

1941, chapter 163), notice is hereby given by the Honourable Edgar Rochette, Minister of Labour, that the Joint Committee of the Automobile Industry of Montreal and District has presented to him a petition to modify the decree number 1742, of July 11, 1941, and amendments, relating to garage employees of the district of Montreal. It is requested:

That the words "July the 1st" mentioned in subsection "h" of section V, be replaced by the words "first Monday of July".

During the thirty days following the date of publication of this notice, the Honourable Minister of Labour shall receive any objection against the said petition which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 8, 1943. 3683-0

Index de la Gazette officielle de Québec, No 19

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

Hamelin vs Fisette 926

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

936—Concernant le mesurage des bois de sciage coupés dans les forêts de la Couronne 925
1099—Concernant l'article 27 des règlements des bois et forêts 923

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 917

AVIS DIVERS:

Anglo Canadian Publishers Limited ... 927
Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 22 926
Bills sanctionnés 926
L'Oeuvre du Foyer 927
L'Oeuvre du Foyer 927
Syndicat National des Employés de la Pulpe de La Tuque, Syndicat N° 16... 926

BUREAUX-CHEF:

Kensington Dairies Limited 927
L'Oeuvre du Foyer 928

CHARTRE—ABANDON DE:

Noranda Tea and Coffee Co. Ltd. 928

DÉPARTEMENTS — Avis des:

AGRICULTURE:

Société Coopérative Agricole de Wotton .. 928

AGRICULTURE:

Industrie laitière:

Ordonnance N° 43—Sp—XII — Montréal et Québec 928

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Agnès & Mégantic, munic. scolaire protestante 930
Inverness, munic. scolaire 930

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Hamelin vs Fisette 926

ORDERS IN COUNCIL:

936—Concerning the scaling of sawlogs cut within the Crown's forests 925
1099—Concerning article 27 of the woods & forests regulations 923

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 917

MISCELLANEOUS NOTICES:

Anglo Canadian Publishers Limited 927
Association Catholique des Institutrices Rurales du District N° 22 926
Bills sanctioned 926
L'Oeuvre du Foyer 927
L'Oeuvre du Foyer 927
Syndicat National des Employés de la Pulpe de La Tuque, Syndicat N° 16... 926

CHIEF-OFFICES:

Kensington Dairies Limited 927
L'Oeuvre du Foyer 928

CHARTER—SURRENDER OF:

Noranda Tea and Coffee Co. Ltd. 928

DEPARTMENTAL NOTICES:

AGRICULTURE:

Société Coopérative Agricole de Wotton .. 928

AGRICULTURE:

Dairy Industry:

Order No. 43—Sp—XII — Montreal and Québec 928

EDUCATION:

Agnès & Mégantic, Protestant school municipal 930
Inverness, school munic. 930

St-Gabriel-de-Valcartier, munic. scolaire (Erratum).....	930	St-Gabriel-de-Valcartier, school munic. (Erratum).....	930
St-Gabriel-de-Valcartier, munic. scolaire.	930	St-Gabriel-de-Valcartier, school munic.	930
Val Paradis, munic. scolaire (Erratum)...	930	Val Paradis, school munic. (Erratum)...	930
Val Paradis, munic. scolaire.....	929	Val Paradis, school munic.....	929
MINES:		MINES:	
Avis de révocation de droits de mine.....	930	Notice of cancellation of mining rights...	930
TRAVAIL:		LABOUR:	
Barbiers et coiffeurs, juridiction de Québec	941	Barbers and hairdressers, district of Que- bec.....	941
Industrie de la boîte de carton de la pro- vince de Québec.....	946	Paper box industry of the Province of Quebec.....	946
Industrie de l'automobile de Montréal et du district.....	947	Automobile industry of Montreal and Dis- trict.....	947
Métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse, district de Trois-Rivières.....	940	Barber and hairdresser trades, district of Trois-Rivières.....	940
Métiers de la construction dans les comtés de St-Hyacinthe, Bagot et Rouville.....	942	Construction trades in the counties of St- Hyacinthe, Bagot and Rouville.....	942
Syndicat des employés de pompes funèbres de Montréal, Inc.....	943	Syndicat des employés de pompes funèbres de Montréal, Inc.....	943
The Shipping Federation of Canada, Inc.	938	The Shipping Federation of Canada, Inc.	938
LETTRES PATENTES:		LETTERS PATENT:	
Cameron Grant Inc.....	918	Cameron Grant Inc.....	918
Decorative Linens Mfg. Ltd.....	919	Decorative Linens Mfg. Ltd.....	919
Fargo Machine Works Limited.....	919	Fargo Machine Works Limited.....	919
Kensington Dairies Limited.....	922	Kensington Dairies Limited.....	922
Laura Garment Co.....	920	Laura Garment Co.....	920
Lawrence Sales Incorporated.....	920	Lawrence Sales Incorporated.....	920
Le Grand Séminaire des Saints-Apôtres.....	921	Le Grand Séminaire des Saints-Apôtres.....	921
Magasin Ha Ha Baie, Ltée.....	921	Magasin Ha Ha Baie, Ltée.....	921
Quebec Iron Company Limited.....	922	Quebec Iron Company Limited.....	922
LIQUIDATION, AVIS DE:		WINDING UP NOTICE:	
Legaré Automobile of Thetford Mines Limited.....	931	Legaré Automobile of Thetford Mines Limited.....	931
NOMINATIONS:		APPOINTMENTS:	
Commissaire d'écoles.....	932	School Commissioner.....	932
Diverses.....	932	Miscellaneous.....	932
PROCLAMATION:		PROCLAMATION:	
Commission d'enquête, nomination de commissaires.....	932	Inquiry Commission, appointment of Commissioners.....	932
VENTE D'EFFETS NON-RÉCLAMÉS:		SALE OF UNCLAIMED BAGGAGE:	
Canadian Pacific Railway Company.....	933	Canadian Pacific Railway Company.....	933
VENTE PAR LICITATION:		SALE BY LICITATION:	
Rubenstein vs Rubenstein <i>et al.</i>	933	Rubenstein vs Rubenstein <i>et al.</i>	933
VENTE POUR TAXES:		SALE FOR TAXES:	
Shawinigan Falls, cité de.....	935	Shawinigan Falls, city of.....	935
VENTES PAR LES SHÉRIFS:		SHERIFFS' SALES:	
Arthabaska:		Arthabaska:	
Lavigne vs Mercier <i>et al.</i>	936	Lavigne vs Mercier <i>et al.</i>	936
Montréal:		Montreal:	
Rodier <i>et al</i> vs Island Realty Corporation	936	Rodier <i>et al</i> vs Island Realty Corporation	936
Séguin vs Dow <i>et al.</i>	937	Séguin vs Dow <i>et al.</i>	937

Richelieu:

Bernier vs Brouillard 937

Saint-Hyacinthe:

La Fonderie de Plessisville vs Cloutier
et al. 938

3691-o

Richelieu:

Bernier vs Brouillard 937

Saint Hyacinthe:

La Fonderie de Plessisville vs Cloutier
et al. 938

3691-o